

## Transcription de l'interview de Mark Eyskens (Bruxelles, 30 mars et 30 avril 2010)

**Légende:** Transcription de l'interview de Mark Eyskens, ministre belge des Finances de 1980 à 1981, Premier ministre en 1981, ministre des Affaires économiques de 1981 à 1985 et ministre des Relations extérieures de 1989 à 1992, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) les 30 mars et 30 avril 2010 dans les studios du Conseil de l'Union européenne à Bruxelles. Conduit par Étienne Deschamps, chercheur au CVCE, l'entretien porte particulièrement sur les sujets suivants : les sources de son engagement pro-européen, le Conseil Ecofin dans les années 1980, Pierre Werner, Helmut Schmidt, Helmut Kohl, François Mitterrand, Hans-Dietrich Genscher, Margaret Thatcher, les bouleversements à l'Est suite à la chute du Mur, l'assemblée du Conseil de l'Europe, la Charte de Paris pour une nouvelle Europe (CSCE, 1990), la négociation du traité de Maastricht sur l'Union européenne, l'évolution institutionnelle de l'Union européenne, la politique et l'organisation de la Belgique en matière européenne, la place de la Belgique et des autres petits États au sein de l'UE et le bilan de la construction européenne.

**Source:** Interview de Mark Eyskens / MARK EYSKENS, Étienne Deschamps.- Bruxelles: CVCE [Prod.], 30.03.-30.04.2010. CVCE, Sanem. - VIDEO (03:31:46, Couleur, Son original).

**Copyright:** Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.  
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/transcription\\_de\\_l\\_interview\\_de\\_mark\\_eyskens\\_bruelles\\_30\\_mars\\_et\\_30\\_avril\\_2010-fr-14f721e6-47e0-4f40-84de-692f062b78b7.html](http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_mark_eyskens_bruelles_30_mars_et_30_avril_2010-fr-14f721e6-47e0-4f40-84de-692f062b78b7.html)



**Date de dernière mise à jour:** 03/10/2016

## Transcription de l'interview de Mark Eyskens (Bruxelles, 30 mars et 30 avril 2010)

### Table des matières

1. Les sources d'un engagement européen.....	1
2. Les premiers dossiers européens.....	5
3. Au Conseil ECOFIN (années 1980).....	9
4. Sur Pierre Werner, Helmut Schmidt, Helmut Kohl, François Mitterrand, Hans-Dietrich Genscher, Margaret Thatcher.....	10
5. Les bouleversements à l'Est suite à la chute du Mur.....	14
6. L'Assemblée du Conseil de l'Europe.....	22
7. La Charte de Paris pour une nouvelle Europe (CSCE, 1990).....	23
8. La négociation du traité de Maastricht sur l'Union européenne.....	25
9. L'évolution institutionnelle de l'Union européenne.....	28
10. Politique et organisation de la Belgique en matière européenne.....	32
11. La place de la Belgique et des autres petits États au sein de l'UE.....	37
12. Bilan de la construction européenne.....	42

### 1. Les sources d'un engagement européen

[**Étienne Deschamps**] Monsieur le ministre d'État, je voudrais évoquer avec vous aujourd'hui les moments forts de votre carrière politique dans le domaine de la construction européenne. Vous avez en effet exercé de multiples fonctions, et au plus haut niveau, et elles vous ont permis de participer activement au processus d'unité européenne et au débat communautaire.

Nous allons, au cours de ces quelques heures, passer en revue ces événements, regroupés autour de quelques grands thèmes. Mais si vous le voulez bien, j'aimerais beaucoup entamer cet entretien-témoignage, aujourd'hui, en remontant aux sources et à la période de votre enfance et de votre jeunesse à Louvain. Ma première question, précisément, concerne votre ancrage familial : en tant que fils de l'ancien premier ministre Gaston Eyskens, vous avez grandi dans un environnement familial bercé par la politique. Est-ce que l'Europe figurait déjà au programme, si je puis dire, de vos discussions, à la maison, enfant, à Louvain?

[**Mark Eyskens**] Absolument. Mais c'était l'Europe, j'allais dire, négative, l'Europe déchirée par la guerre et par l'après-guerre. Moi je suis né en 1933 et j'ai donc vécu le 10 mai 1940, c'est-à-dire le début de la Deuxième Guerre mondiale, au moins en ce qui concerne la Belgique. Je me souviens que je logeais dans une même pièce que mon frère. Maman venait nous réveiller tous les matins pour aller à l'école et, le 10 mai, elle entre dans notre chambre et elle était en

pleurs. Et ça frappe un enfant bien entendu. Alors, je demandais à ma mère « Mais qu'est-ce qu'il se passe ? » et elle nous disait « C'est la guerre. » On ne comprenait pas, et puis elle ajoutait « Et aujourd'hui il ne faut pas aller à l'école », et donc on trouvait que la guerre était quelque chose d'extrêmement attrayant. Par après, on a dû déchanter.

Donc moi j'ai vécu la grande fugue, la fuite en France, sur les routes de France. Mon père était député et suivait le Parlement belge, à Limoges et à Bordeaux. Alors, nous sommes rentrés. Mon père était interdit par les Allemands d'encore donner cours à l'université pendant deux ans. Et mon père m'avait chargé d'une mission importante, c'est-à-dire qu'il avait accroché au mur de notre living une immense carte de l'Europe jusqu'à l'Oural. Il m'avait demandé, à l'aide d'un élastique, après avoir écouté les nouvelles à la radio, soigneusement, d'indiquer les positions des armées, à savoir surtout une fois que Hitler avait attaqué la Russie, la position de l'armée allemande et de l'armée russe. Et c'était une guerre extrêmement dynamique avec des avancées et des reculs. Et c'est ainsi que j'ai appris, assez jeune quand même, la géographie de la Russie et surtout les noms des maréchaux russes: *Joukov*, *Rokossovski*, *Tcherniakhovski* et tous ces noms un peu romantiques. Et je n'avais évidemment aucune idée de ce que ça pouvait être sur le terrain. Par après, j'ai pu me rendre en Russie et visiter certains champs de bataille. J'ai été entre autres à Stalingrad et là, évidemment, c'est extrêmement impressionnant. On se rend compte de ce qui s'est passé... le carnage aussi, la souffrance des gens.

Et après la guerre, une fois étudiant, déjà au collège mais surtout à l'université, je suis devenu actif au sein de cercles européens. Et quelque chose qui m'a marqué, c'était le discours du ministre belge Paul-Henri Spaak devant les Nations Unies, non pas encore à New York, mais encore à Paris, je crois, en 1948, en pleine guerre froide, où il a eu cette parole devenue historique : « Nous avons peur. » Nous avons peur de Staline. Et c'était un très beau discours, que j'avais appris par cœur. Et quand je suis devenu moi-même ministre des Affaires étrangères, c'était tout juste après la chute du mur de Berlin, j'ai dû m'adresser à l'assemblée générale des Nations Unies. J'ai inversé le discours de Spaak et j'ai dit « Nous n'avons plus peur. » Et bon, j'allais presque dire que le cercle s'est fermé spontanément, enfin bon, il y a eu en effet un grand lien entre ma jeunesse et ce que j'ai pu faire par après.

[**Étienne Deschamps**] Et étant étudiant en droit à l'Université catholique de Louvain, est-ce que vous suiviez de près (vous m'avez parlé des cercles européens), est-ce que vous suiviez de près les débats qui, au début et au milieu des années 1950, étaient intenses dans le cadre des questions européennes? Même si on remonte, d'ailleurs, à la fin des années 1940, votre père a été étroitement associé à la mise en œuvre du plan Marshall pour l'économie belge et ensuite le projet de Communauté européenne de défense, la mise en place de la CECA... Est-ce que ce sont des choses que vous suiviez de près, est-ce que vous aviez des échos de ces débats à la maison, des collègues de votre père qui éventuellement venaient manger à la maison ou discutaient de manière plus ou moins formelle des enjeux pour la Belgique ?

[**Mark Eyskens**] Tout à fait. D'abord, à l'université, nous avions des cercles qui invitaient les hommes politiques importants européens de l'époque. J'ai vu venir à Louvain, faire une conférence à la grande Aula, Robert Schuman, Georges Bidault, Paul-Henri Spaak, etc. Mais mon père aussi les recevait parfois à la maison. J'ai été avec mon père en voyage en Allemagne à l'ambassade de Belgique. À l'époque encore à Bonn. L'ambassadeur belge était un homme extrêmement dynamique. Il avait invité Konrad Adenauer, le chancelier, et nous avons déjeuné en famille, mon père, ma mère, mon frère et moi-même avec Konrad Adenauer. Et c'était quand même assez impressionnant. « Der Alte », qui avait un visage tout à fait étonnant, buriné, un peu un visage, j'allais presque dire indien.

Et à une autre occasion, j'ai pu donner la main à Winston Churchill, lors d'une de ses visites à Bruxelles. Il était à l'époque, je crois, le leader de l'opposition. Il est venu faire un très grand discours, européen d'ailleurs, à la Grand-Place et puis mon père l'a reçu. Mon père était vice-premier ministre et ministre des Finances. Il l'a reçu à l'Hôtel des Finances, rue de la Loi, dans un des beaux salons en haut. Et mon père m'a appelé, et j'ai pu donner une main au grand homme. Je dois dire que j'étais un peu déçu : Churchill était apparemment fatigué, un peu endormi. Il avait un cigare entre les lèvres (je ne vais pas utiliser un autre mot), mais qui n'était pas allumé, qu'il mâchait, et il m'a donné comme ça une main un peu molle en disant «Nice boy», c'était tout. Mais enfin, c'était quand même assez impressionnant, je dois dire.

[**Étienne Deschamps**] C'était le Churchill qui, pendant la guerre, avait été pour vous le modèle...

[**Mark Eyskens**] Ah bien entendu, mais c'est un homme aussi qui a eu une influence personnelle énorme sur la suite des événements, n'est-ce pas. Mais qui a eu aussi un discours très pro-européen au cours de sa carrière, ce qui tranche un peu avec l'attitude des Britanniques par après. C'était un homme extrêmement clairvoyant évidemment, c'était un homme génial, tout à fait, oui.

[**Étienne Deschamps**] Alors, vos études de droit terminées à Louvain, vous décidez de partir aux États-Unis. Vous recevez une bourse pour cela et, en 1956, effectivement, vous partez pour New York, à l'université Columbia. D'une part, pourquoi cette décision et cette envie d'aller passer quelques mois à l'étranger, mais pas n'importe où à l'étranger, aux États-Unis, pour le jeune homme que vous êtes alors ? Et, deuxièmement, est-ce que ce séjour loin de votre patrie a pu modifier le regard que vous portiez non seulement sur votre pays mais surtout sur l'Europe et sur les enjeux qui allaient se poser, sur les défis qu'elle allait devoir relever ?

[**Mark Eyskens**] Sûrement. Vous dites « un voyage lointain », à l'époque c'était vrai : on ne prenait pas l'avion, on prenait le bateau. Et on mettait huit jours, et il n'y avait pas de GSM et on ne se téléphonait pas. Mon père m'avait dit «Tu me téléphones en cas de guerre mais pas autrement» et donc on avait une relation épistolaire avec les parents. Et ça prenait, aller-retour, une bonne semaine au moins.

J'ai été aux États-Unis parce que, à Louvain, j'avais étudié le droit, l'économie et la philosophie. Et pour l'économie, j'étais arrivé à la conclusion qu'il fallait quand même aller aux États-Unis. Tous les grands économistes dont j'étudiais les livres à Louvain étaient des Anglo-saxons. Déjà à l'époque, l'économie était dominée par Keynes et donc je voulais parfaire mes connaissances économiques aux États-Unis. Et j'ai eu une bourse de la fondation Hoover américaine. Et je suis resté 18 mois à New York. Et j'ai gardé la nostalgie, et de New York, et un peu des États-Unis. J'essaie d'y aller au moins une fois si pas deux fois par an et chaque fois que j'arrive de l'aéroport et j'entre dans New York, je vois comme ça surgir la «skyline», jusqu'il y a quelques années avec les tours jumelles, je me sens très ému. C'est évidemment un autre univers.

Et j'ai essayé de percer l'énigme américaine. Chaque civilisation a son énigme qu'il faut décoder, n'est-ce pas. Quand vous allez à Washington, je vous conseille, si vous ne l'avez pas encore fait, de visiter l'endroit où on conserve les archives: «The Archives of the Republic», et en premier lieu la déclaration d'indépendance rédigée par Thomas Jefferson. C'est un texte manuscrit. Le préambule est extrêmement frappant, parce qu'il y a là-dedans une phrase qui

explique beaucoup de choses. Le but de la société américaine est «the pursuit of happiness», la poursuite du bonheur. C'est une phrase énorme. Ça explique l'enthousiasme et les dynamismes de la société américaine, avec ses ombres. Car l'une des ombres est évidemment le darwinisme social, la lutte pour la survie, «the struggle for life » et « the survival of the fittest», le meilleur gagne et le faible, il tire son plan comme on dit en Belgique. Mais quand je reviens alors en Europe, j'ai parfois l'impression que notre paradigme européen, c'est un peu le contraire de cette philosophie américaine. Ce n'est pas «the pursuit of happiness» mais c'est «the avoidance of unhappiness», éviter le malheur des gens, ce qui a aussi une grande valeur. Donc l'Europe est un système politique et social beaucoup plus protecteur qui donne peut-être aussi beaucoup plus de chaleur. Mais cela implique aussi plus de lenteur dans la flexibilité, dans l'art de s'adapter aux circonstances qui changent tellement. Et il y a du pour et du contre dans les deux modèles.

Et ce que je constate, aujourd'hui que je vous parle, c'est que sous la présidence de monsieur Barack Obama, et bien le nouveau président semble prendre son inspiration quelque peu en Europe en adoptant une réforme des soins de santé qui est une réforme très européenne avec quand même un élément de solidarité tout à fait important. Et donc ça me renforce dans ma conviction: c'est qu'au 21<sup>e</sup> siècle nous allons devoir, en Europe, remplacer la logique ancienne platonicienne, qui est la logique du choix « ou ou » par une logique qui est un peu plus asiatique et qu'on retrouve aussi dans la physique quantique, qui est la logique du « e e ». Non plus la logique du choix, ce qui est pénible et douloureux, mais la logique de l'addition, de la complémentarité. Eh bien je constate une complémentarité croissante entre les États-Unis et l'Europe, qui essaye aussi de s'unir et ça c'est une évolution je crois extrêmement positive et intéressante à suivre. Et donc, pour moi, j'ai observé de très près tout ce qui s'est passé dans le monde atlantique depuis 50 ans au moins. Et j'ai gardé en effet beaucoup de sympathie pour les États-Unis, tout en critiquant certaines choses, mais ça reste évidemment un pays d'immenses opportunités. Mais il faut se défendre, il faut lutter. Alors je dis souvent, en Belgique aussi, en Europe, il faut aussi lutter, mais il faut surtout apprendre à lutter sans frapper. C'est là que généralement il y a la grande dérive. C'est qu'on lutte en frappant, alors on casse.

[**Étienne Deschamps**] Et quand vous étiez étudiant à New York, est-ce que vous aviez le sentiment... quand vous rencontriez des Américains, étaient-ils, et que vous leur disiez que vous veniez de la vieille Europe, est-ce qu'ils étaient curieux, sensibles, intéressés, concernés ou vous voyaient-ils au contraire comme quelqu'un venant d'un monde très différent, très éloigné, très...

[**Mark Eyskens**] À vrai dire, à l'époque, ils étaient peut-être plus intéressés qu'aujourd'hui car nous étions quand même en pleine guerre froide. Et l'Europe était l'enjeu de cette guerre froide. Il y avait les rideaux de fer, il y avait à partir d'un certain moment le mur de Berlin. Et donc tout cela préoccupait les Américains. Ils avaient leurs troupes en Europe. Il y avait la protection du parapluie atomique. Alors qu'aujourd'hui, avec la nouvelle donne internationale, l'Europe est un peu marginalisée. L'Europe redevient ce qu'elle fut : une péninsule accrochée au grand continent euroasiatique. Mais vous disiez tout à l'heure «Est-ce qu'on vous regardait comme un étranger, presque un extraterrestre?» Ce qui m'a frappé chez les Américains quand j'y allais à la fin des années 50. Ils me disaient «You are from Europe, then you are a Caucasian» (vous êtes un Caucasien). C'est ce qu'ils apprennent à l'école. Ils apprennent que les Européens ont leur origine dans le Caucase. Les hauteurs de Pamir, ça semble être l'origine de la peuplade, d'une peuplade qui a émigré vers l'ouest et qui a habité l'Europe finalement. Et donc ils apprennent à l'école que les Européens sont des Caucasiens «You are a Caucasian». Et maintenant le Caucase fait souvent la une de nos journaux, je me dis oui peut-être qu'ils vont faire le lien entre nous et les habitants de l'Ouzbékistan et du Turkménistan, etc.

[**Étienne Deschamps**] Et quand vous les détrompiez en leur expliquant que vous veniez de Belgique, c'est-à-dire très à l'ouest du continent européen?

[**Mark Eyskens**] Oui, et alors vous aviez ces réactions un peu absurdes évidemment, qui demandaient «Mais est-ce que vous avez des grands magasins, est-ce que vous avez des frigidaires?», enfin ils croyaient qu'on vivait vraiment dans un continent sous-développé parce qu'ils avaient encore chez eux ces films et ces vues de destruction de la Deuxième Guerre mondiale.

[**Étienne Deschamps**] Vous entamez vos études à Louvain, vous les continuez aux États-Unis. Vous revenez donc à la fin des années 1950 à Louvain, vous entamez une carrière académique et, progressivement, vous entrez également dans la vie politique. Dans le cadre de vos activités politiques, de vos activités publiques, quels ont été vos premiers contacts avec la chose, si je puis dire, européenne ou communautaire ?

[**Mark Eyskens**] Mais d'abord au sein de mon parti, les démocrates-chrétiens, qui était, comme aujourd'hui d'ailleurs, un parti quand même très très pro-européen, pour ne pas dire européeniste, avec une forte conviction fédéraliste. Et donc oui, j'étais membre de groupes d'étude. Je participais à beaucoup de débats et j'étudiais tout ce qui paraissait sur l'Europe: des livres plus ou moins scientifiques, mais aussi des publications à caractère purement politique. Et j'enseignais d'ailleurs à l'université un cours sur l'économie, avec des aspects européens tout à fait incontournables. Par exemple, je devais expliquer à mes étudiants pourquoi une communauté douanière devenant communauté économique devrait tôt ou tard se transformer en union monétaire. Et arrivait alors le moment où monsieur Werner, le premier ministre du Luxembourg, a lancé le plan Werner, qui était une première ébauche de l'union monétaire. Et donc moi je voyais quelque part ce parallélisme entre mon enseignement et ce que j'étudiais et la politique européenne presque de tous les jours. Il y avait donc une convergence presque spontanée.

## 2. Les premiers dossiers européens

[**Étienne Deschamps**] Vous avez bien sûr, dans le cadre de votre longue carrière politique, été à de multiples reprises mêlé, pour ne pas dire confronté, aux questions européennes. Une question peut-être un peu marginale, mais qui est peut-être très révélatrice, malgré tout, de certains enjeux : quand vous devenez ministre de la Coopération au développement, vous êtes évidemment responsable de l'aide bilatérale entre la Belgique et toute une série de pays en voie de développement. À ce moment-là, c'est Claude Cheysson qui est commissaire européen. Pouvez-vous me dire comment, concrètement, s'articule l'aide bilatérale et l'aide communautaire pour un pays comme la Belgique qui, on le sait, historiquement, a des intérêts en Afrique, en l'occurrence en Afrique centrale ? C'est quelque chose qui est peu connu: comment ça se passe concrètement pour jouer sur les deux tableaux tout en maintenant sa spécificité ?

[**Mark Eyskens**] C'est un dilemme devant lequel se trouve encore aujourd'hui tout ministre à la Coopération, en ce sens que, dans votre Parlement national souvent, et même au sein de votre gouvernement, on estime que la coopération bilatérale est un instrument utile afin de promouvoir les intérêts de votre pays... des intérêts psychologiques, diplomatiques,

humanitaires, mais aussi économiques. Et c'est là que, parfois, le bât blesse parce qu'on a alors l'impression que l'aide au développement sert des intérêts qui n'osent pas trop se manifester: la promotion d'investissements, etc. Et donc, l'aspect européen et la possibilité de faire une aide à la coopération à travers l'Europe a l'avantage qu'on puisse un peu dénationaliser la coopération. C'est la raison pour laquelle j'étais très en faveur d'une intense coopération avec la Commission européenne.

Je me souviens d'ailleurs, avant que je ne devienne ministre de la Coopération (c'était l'époque où monsieur Harmel était aux Affaires étrangères). J'étais encore professeur à Louvain. Monsieur Harmel m'avait demandé de réfléchir à un système d'aide au développement presque automatique lié à la croissance économique. Et j'avais donc élaboré un mécanisme en vertu duquel le surplus de croissance au-delà d'un certain seuil (je crois que j'avais fixé 3 %), le surplus serait automatiquement transformé en aide au développement afin d'arriver aux fameux 0,7 %. Et quand je suis devenu ministre à la Coopération et au développement, j'avais élaboré un plan, un programme que j'avais appelé le «plan pour une croissance solidaire». Et j'avais repris la même idée, et je l'ai défendue auprès de mes collègues européens. Mais bon, vous savez, ils trouvaient que c'était trop généreux et trop mécanique aussi. Mais j'ai été approché à l'époque par le chancelier d'Autriche, monsieur Kreisky, qui avait lu ça quelque part et qui m'a invité. Et je me souviens très bien : j'ai été invité par lui à Vienne pour discuter de ce plan. Il avait une certaine autorité morale. À l'époque, l'Autriche n'était pas encore membre de l'Union européenne, était un pays plus ou moins neutre, non aligné et donc il trouvait ça très intéressant. Bon, ce plan n'a jamais été approuvé ni réalisé. Mais enfin, ce fut, je crois, une idée intéressante et, par après, j'ai pu, en faisant du terrain, en me rendant dans beaucoup de pays en voie de développement, constater de mes yeux quel était le drame du sous-développement. Et quelles en étaient les causes, des causes dans lesquelles nous avons aussi une certaine responsabilité.

Et j'ai toujours été très en faveur d'une coopération extrêmement intense et structurée, y compris avec nos anciennes colonies. J'ai été quand même assez souvent au Congo et, chaque fois, je suis frappé par le capital de sympathie que la Belgique a pu garder au sein de la population congolaise. Souvent ces pays sont victimes d'abord d'une lutte de pouvoir, entre pays d'Afrique centrale par exemple, sont victimes de certains déboires, sont victimes aussi de certains abus, et tout cela fait mal au cœur, mais il ne faut jamais rompre, il faut de la patience, bien entendu.

[**Étienne Deschamps**] Et est-ce que, pour ces enjeux de politique européenne d'aide au développement, vous avez senti des différences d'approche et de sensibilité entre des pays qui, comme la Belgique, avaient effectivement des liens historiques avec l'Afrique centrale et d'autres pays européens qui n'ont pas, pour des raisons historiques évidentes, n'ont pas de tradition, je dirais, africaniste ou de tradition coloniale ?

[**Mark Eyskens**] Oui, et là aussi c'est un paradoxe. Prenons les pays scandinaves, qui n'ont jamais eu de colonies en Afrique et qui pratiquaient une politique de coopération extrêmement généreuse, qui ont été les premiers à atteindre les 0,7 %. Et qui défendaient aussi la cause des pays en voie de développement avec beaucoup d'éloquence aussi, beaucoup de crédibilité, alors que les pays ayant un passé colonial étaient souvent un peu hésitants, devaient ménager la chèvre et le chou, avaient aussi parfois de grandes difficultés avec les anciennes colonies, y compris la Belgique. La rébellion à l'époque de Lumumba, etc. ce n'est pas gai à vivre quand même. Mais c'est vrai, oui, des pays qui, à première vue, étaient beaucoup plus distants, faisaient preuve d'un engagement plus résolu que les autres pays, oui.

[**Étienne Deschamps**] Et ceci, c'est une attitude que vous attribuez à quoi? Comment expliquer cela...

[**Mark Eyskens**] Je crois qu'ils avaient une approche beaucoup plus objective. Nous avions encore des liens, des liens économiques, des intérêts privés, des relations qu'il fallait maintenir, l'un connaissait l'autre... « Oh, ne faites pas cela, sinon ça et ça et ça... » Et ce genre de raisonnement ne joue pas, dès lors qu'on est un Scandinave qui descend d'une autre étoile apparemment, oui...

[**Étienne Deschamps**] Alors, vous avez été ministre des Finances, vous avez même présidé le Conseil ECOFIN. Vous souvenez-vous des difficultés liées, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, à la mise en place du Système monétaire européen et à la création, finalement avortée, d'un Fonds monétaire européen ?

[**Mark Eyskens**] Oui, à vrai dire, déjà dans le traité du Benelux, rédigé à Londres je crois en 1944, on avait prévu la création d'une union monétaire entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. C'est resté lettre morte.

Et puis, il y a eu le plan Werner, qui était quand même une tentative importante sur le plan des idées. Alors, dans les universités, on étudiait le plan Werner. Et je me souviens, dans mon université à Louvain, de temps en temps, on organisait des colloques, on faisait venir de l'étranger les plus grands spécialistes de l'union monétaire, entre autres un futur prix Nobel, le professeur Mundell, qui nous expliquait « Ben voilà, l'union monétaire, c'est magnifique et c'est dans la logique des choses, car aussi longtemps que vous avez vos monnaies nationales, vous aurez des cours de change extrêmement agités et chaque mouvement d'un cours de change fausse la concurrence, car si le cours baisse, vous obtenez un avantage concurrentiel, vous importez l'inflation et, si le cours augmente, vous allez provoquer une évolution déflationniste, et vous allez entraver vos exportations. Donc, il faut essayer d'introduire une même monnaie mais », ajouta monsieur le professeur Mundell, « tout ça est bel et bien mais c'est la lettre A d'un alphabet qui commence au moins par trois lettres qu'il faut réaliser. Il faut donc réaliser le B et le C. Et le B et le C impliquent qu'à côté et en plus de votre union monétaire vous organisiez une union politique aussi poussée que possible, au moins au niveau de la gouvernance économique, de la gouvernance budgétaire, d'une même politique fiscale et parafiscale. Parole écrite et prononcée il y a 30 ans, et aujourd'hui en Europe avec la crise économique et la crise autour de la Grèce, il faut bien constater que monsieur Mundell avait raison. Et que l'union monétaire est vulnérable aussi longtemps qu'on n'aura pas une véritable union politique. Et donc moi j'ai toujours été d'avis qu'il fallait pousser l'union politique. Et le traité de Maastricht a été une tentative mais on n'a pas été suffisamment loin, il y a eu le projet de constitution avorté, le traité de Lisbonne, donc on crée des instruments, mais des instruments qui sont encore aujourd'hui insuffisants.

[**Étienne Deschamps**] Et toutes les idées, toutes les recommandations, suggestions qui se trouvent à la fois dans le plan Werner et ensuite dans les exposés comme ceux du professeur Mundell, ce sont des idées qui sont, qui en quelque sorte ont guidé, étaient ancrées en vous, et ont pu guider l'action qui a été la vôtre lorsque vous étiez ministre des Finances ou premier ministre ?

[**Mark Eyskens**] Sûrement. Il y avait un professeur belge aussi, émigré en Amérique, monsieur Triffin, qui avait une très grande influence. Je me souviens d'une réunion de bifurcation, où les choix s'imposent, ça arrive parfois en politique, une réunion très importante. C'était à Rome

sous présidence italienne. Monsieur Andreotti était le président du Conseil et il arrivait toujours un peu trop tard, 5, 10 minutes, le quart d'heure académique et on chuchotait «En bon catholique, tous les matins, il va à la messe et c'est à cause de la messe qu'il arrive trop tard au Conseil», soit... Alors, on avait à l'agenda une question tout à fait essentielle: l'union monétaire. Et il y avait deux projets : il y avait le projet de Jacques Delors, qui avait repris largement les idées de monsieur Werner et il y avait un contre-projet des Britanniques, à l'époque défendu par John Major, qui était le ministre des Finances pendant une période extrêmement courte. Par après, il est devenu premier ministre. Alors, la plupart des pays suivaient l'idée de monsieur Jacques Delors et défendaient l'introduction d'une «single currency», ça veut dire une monnaie unique. Donc supprimer les monnaies nationales et les remplacer par l'euro. Et les Britanniques disaient «Non non non, not a single currency, but a common currency» (une monnaie commune). C'était très différent. Ça voulait dire, à l'époque, nous étions 12 dans l'Union, on maintient les 12 monnaies nationales et on ajoute une monnaie européenne, et que le meilleur gagne.

Alors j'ai dû expliquer, en tant qu'économiste et ayant aussi, quand même, tiré certaines conclusions des écrits de monsieur Mundell et de monsieur Triffin, que c'était extrêmement dangereux de suivre la proposition britannique, qu'il y avait aussi en économie une loi très connue qui remonte à l'époque d'Élisabeth I<sup>re</sup> en Angleterre: «Bad money drives out good money», la mauvaise monnaie chasse la bonne et que, apparemment, ajouter un euro aux douze monnaies nationales aurait complètement semé la zizanie au sein de l'Europe.

Alors, finalement, nous avons approuvé la proposition Delors, une monnaie unique. Mais monsieur Major a dit «Moi, je ne suis pas» et on lui a donné ce qui, par après, est devenu dans le traité de Maastricht un «opt-out», donc il n'a pas participé. Ce qui est toujours le cas aujourd'hui, mais depuis lors l'union monétaire a été quand même un très grand succès, n'est-ce pas. Parce qu'il y avait quand même aussi pas mal de contre-indications. Sauf les derniers soubresauts, les dernières difficultés, mais pendant dix ans l'union monétaire a été quelque chose d'absolument unique, oui.

[**Étienne Deschamps**] Vous avez, dans la mise en place, dans l'application de certaines décisions européennes communautaires, été confronté à des moments difficiles, à des expériences douloureuses. Pour n'en prendre qu'une: 1981, plan Davignon, crise économique extrêmement importante dans le domaine de l'acier, de la sidérurgie. Vous souvenez-vous des conditions dans lesquelles ce plan a dû être mis en place en Belgique et surtout de la manière dont il a été reçu et quels étaient pratiquement les enjeux pour l'économie belge par rapport à cette crise de l'acier?

[**Mark Eyskens**] Monsieur Davignon a été extrêmement courageux et intelligent, parce qu'au début, son plan était considéré comme un peu contraire à l'esprit, si pas à la lettre, des traités européens parce que quand même un peu protectionniste. Mais, du côté belge, on était très partisan du plan Davignon parce que, pour nous, c'était un argument d'autorité.

J'étais à l'époque, dans le gouvernement Martens V, ministre de l'Économie en charge de l'assainissement de la sidérurgie belge. Problème communautaire combien explosif, car c'était surtout la sidérurgie wallonne qui était atteinte par la crise économique et par une crise structurelle. Quand je suis arrivé aux affaires économiques, il y avait 40 000 ouvriers à Cockerill-Sambre et, quand je suis parti, il y en avait encore, je crois, 9 000. Donc une très forte réduction, également une très forte réduction de la production. On était en surproduction et surcapacité colossale. Et donc le plan Davignon nous a beaucoup beaucoup aidés. Nous avons

fait appel en Belgique d'ailleurs à un expert étranger, également pour que ce soit quelqu'un qui soit détaché des influences locales et nationales, on a fait appel à monsieur Gandois, un grand industriel français, qui a donc mis en place un plan d'assainissement et qui a négocié aussi avec les syndicats. Enfin, ça a été extrêmement douloureux mais, finalement, ça a été un grand succès. Nous avons pu éviter la faillite et, finalement, la sidérurgie wallonne s'est redressée. Nous avons aussi pu faire des choses utiles pour Sidmar, la sidérurgie dans le nord du pays, y compris en contact intense avec la sidérurgie luxembourgeoise.

Et, je l'ai décrit dans un de mes livres récemment, j'ai fait une expérience humaine assez poignante. Évidemment, cet assainissement était dur pour les syndicats. Il y a eu pas mal de manifestations ici dans les rues de Bruxelles et, je crois, en 1983 ou 1984, il y a eu une énorme manifestation avec des milliers et des milliers de sidérurgistes qui ont défilé dans les rues de Bruxelles et il y a eu un débordement et ils ont cassé des vitres, renversé des voitures, des violences et beaucoup de dégâts. Le dirigeant du syndicat était monsieur Gillon, armoire à glace, un dur et pur, qui avait la réputation d'être un marxiste obtus et convaincu. Alors, il voulait venir me voir avec une délégation après les incidents ici dans les rues de Bruxelles, le soir. J'ai dit « Non, pas de délégation, mais je vais le recevoir tout seul. » J'avais mon bureau dans une tour, au 11<sup>e</sup> étage. Une demi-heure plus tard, il monte dans l'ascenseur et il rentre dans mon bureau. Je lui ai dit « Asseyez-vous devant moi » et je commence à lui dire que son comportement était scandaleux, qu'il avait perdu le contrôle de ses troupes, que pour un leader syndicaliste, c'était totalement inqualifiable, etc... Bon... Alors, j'avais sur mon bureau le dossier sidérurgique, une pile de papiers et de dossiers. Alors, je voyais que cet homme était complètement défait et il m'a dit « Mais monsieur le ministre, vous avez sur votre bureau du papier, le dossier sidérurgique, avec des statistiques, des graphiques, et des conclusions. Et la conclusion, c'est qu'il faut assainir et réduire le personnel. Mais moi », dit-il, « Moi, je suis leur dirigeant, un peu leur confesseur. Moi, je connais toutes ces familles et je sais qui devra partir. Et moi, je vois la souffrance de ces gens. » Et puis ce Gillon, qui avait la réputation d'être un dur, il s'est mis à pleurer devant moi. Les larmes coulaient comme ça sur ses joues. Je me suis levé, j'étais très ému moi-même, je lui ai donné quelques tapes amicales sur l'épaule et on s'est quittés. Il m'a dit « Voilà, bon, moi je défends les hommes et vous défendez une certaine rationalité. » Et, à vrai dire, nous faisons tous les deux notre devoir. Moi, j'avais la responsabilité d'assainir le secteur, également dans l'intérêt des travailleurs à terme. Mais lui, dans l'immédiat, était placé devant ce drame humain. Et donc c'est quelque chose qui m'a très impressionné, oui.

[**Étienne Deschamps**] On a parlé de votre engagement personnel, on a parlé de la Belgique, on a bien sûr parlé de l'Europe, mais creusons un peu ce sillon, ce sillon européen. Vous avez à de nombreuses reprises, en tant que ministre des Affaires étrangères, pratiqué la coopération politique européenne, la CPE. Quel regard portez-vous sur l'efficacité, bien avant la mise en place de la PESC, sur l'efficacité de ces consultations diplomatiques entre États membres?

[**Mark Eyskens**] Elle était relativement grande. Évidemment, on était dans l'intergouvernemental. Il n'y avait pas moyen de faire autrement. Je crois que cette coopération, qui s'est beaucoup inspirée du rapport Davignon, a été un peu l'antichambre de ce qu'on appelle aujourd'hui la « coopération renforcée », qu'on a pu mettre dans le traité, dans les traités successifs. Non, je suis positif et là aussi, la Belgique a joué un rôle important ne fût-ce qu'à travers la personne de monsieur Davignon, qui par après est devenu évidemment le vice-président de la Commission européenne. Oui.

### 3. Au Conseil ECOFIN (années 1980)

[**Étienne Deschamps**] Nous avons évoqué brièvement les questions monétaires. Vous avez participé, on l'a dit, à de nombreux Conseils ECOFIN, que l'on présentait, peut-être un petit peu moins aujourd'hui, que l'on présentait souvent comme un club, ce qui le distinguait d'autres conseils européens. Est-ce que vous êtes d'accord avec cette interprétation, et comment l'expliquer ?

[**Mark Eyskens**] Tout à fait. C'était un club, les grands argentiers. Souvent, on invitait aussi les présidents des banques centrales. On s'entendait très bien, c'était très plaisant aussi. On avait aussi les conseils informels, les Gymnich, où on traitait souvent des problèmes extrêmement importants, mais sans trop de collaborateurs et sans trop de presse. Et c'était extrêmement utile, car nous étions, dans nos propres pays, responsables des finances publiques et donc de l'équilibre budgétaire, au moins d'une certaine orthodoxie budgétaire.

Alors, on est tous autour de la table. Au début, nous étions neuf et puis douze, etc. Mais, souvent, on se plaignait chez un collègue étranger de ce qui se passait au sein de notre propre gouvernement, où les autres ministres étaient presque naturellement dépensiers, voulaient gonfler les dépenses, «je dépense, donc je suis», c'est le principe cartésien un peu truqué qui prévaut en politique. Si on ne dépense pas, on n'a pas de profil. Alors que nous autres, aux finances, on devait quand même essayer de veiller à une certaine rigueur financière. Et donc, on se disait comment va-t-on faire, comment peut-on éviter que l'on dépense trop d'argent ? Et il y avait une grande solidarité entre ministres des Finances.

Et puis, à l'époque, c'était avant l'union monétaire, nous avions quand même régulièrement ces réalignements monétaires, qui étaient un euphémisme, ça voulait simplement dire dévaluation, d'une part, et réévaluation, d'autre part. Le mark allemand était, en général, une monnaie qui réévaluait. Les autres dévaluaient. Alors, la Belgique était un peu entre les deux. À de nombreuses reprises, avec d'ailleurs le Luxembourg, nous avons essayé de suivre l'Allemagne, ne fût-ce que partiellement. Je me souviens, une fois j'étais en mission en Tchécoslovaquie, sous le régime communiste, et il y avait de nouveau un problème sur le marché des changes. Et il fallait un réalignement. Et j'étais à l'époque président du Conseil européen. Et j'ai donc dû téléphoner de Prague à tous mes collègues des finances, ils n'étaient pas tellement nombreux. L'Allemand, c'était Stoltenberg, et en France, c'était monsieur Balladur, et John Major pour essayer de régler le réalignement en parlant aussi de taux et de chiffres. Alors, j'étais sûr que mon téléphone était sur une table d'écoute, dans un régime communiste... et qu'ils auraient pu en abuser pour organiser la spéculation. Bon enfin, c'est un risque qu'il faut prendre. Mais après évidemment la création de l'union monétaire, le calme s'est établi sur les marchés et ça a été un très grand progrès.

[**Étienne Deschamps**] Et cette ambiance de club et de connivence un peu informelle, vous ne l'avez pas ressentie dans d'autres conseils et moins encore au Conseil européen, de chefs d'État ou de gouvernement ?

[**Mark Eyskens**] Il y a évidemment aussi une certaine collégialité, quand même. Mais non, au Conseil européen, au sommet, les premiers ministres et chefs d'État, à l'époque, les ministres des Affaires étrangères étaient également invités, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, ce qui

posera un problème tôt ou tard, on sentait quand même souvent les intérêts nationaux et l'enjeu électoral. Si un chef d'État avait bientôt une importante élection, on sentait que cela influait sur son comportement, ce qui est encore le cas aujourd'hui. Que voulez-vous, la politique, en démocratie, elle dépend des électeurs. Donc oui, il y a parfois cette espèce de tension entre l'éthique de la conviction et l'éthique de la responsabilité. On est responsable devant son parlement et devant ses électeurs, d'une part, mais, d'autre part, il faut avoir une conviction et essayer quand même d'y rester plus ou moins fidèle. Ça donne lieu à des tensions, oui.

#### **4. Sur Pierre Werner, Helmut Schmidt, Helmut Kohl, François Mitterrand, Hans-Dietrich Genscher, Margaret Thatcher**

[**Étienne Deschamps**] Vous nous avez parlé du plan Werner et de l'influence en termes de projet et d'idées, de maturation, que ce plan a pu avoir pour la politique monétaire européenne, et pour l'action monétaire qui a été la vôtre lorsque vous étiez au ministère des Finances. Avez-vous rencontré personnellement Pierre Werner et, si tel est le cas, quel souvenir en gardez-vous, en tout cas sur le plan de son action européenne ?

[**Mark Eyskens**] Je l'ai rencontré assez souvent. C'était un homme d'une extraordinaire amabilité, d'une très grande intégrité. C'était un sage par définition. Et puis, vous savez, quand un premier ministre belge rencontre un premier ministre du Luxembourg, nous nous sentons toujours, en tant que Belges, frustrés. Car un premier ministre belge, il peut tomber en tant que chef du gouvernement tous les jeudis après-midi lors d'un vote au Parlement. Donc, chez nous, c'est toujours extrêmement branlant et provisoire. Vous faites votre gouvernement et il peut se disloquer trois semaines plus tard ou quinze jours plus tard.

Alors que le premier ministre du Luxembourg, ça, c'est la stabilité incarnée. Il est là pour 10 ans, pour 15 ans, pour 20 ans. Et donc, c'est quelqu'un qui a quand même l'acquis de l'expérience. Il connaît tout le monde, surtout en Europe. Pour lui, les ministres européens, c'est un peu la famille quoi. Il connaît aussi leur psychologie, il connaît parfois aussi des aspects personnels de leur vie. Entre ministres et premiers ministres parfois aussi, quand ils sont longtemps au pouvoir, ça crée une certaine intimité. Les épouses se rencontrent, font des excursions ensemble, alors que les ministres travaillent autour de la table à un conseil des ministres. Et tout cela est extrêmement positif, ça aide aussi. Et donc Werner avait une très grande influence de par son expérience et de par sa sagesse. Et oui, je l'ai fréquenté comme par après d'ailleurs Jacques Santer et plus tard Jean-Claude Juncker, un peu moins.

Je me souviens d'un petit incident fâcheux lors de la dévaluation du franc belge. C'était après mon gouvernement. J'avais moi-même aussi songé à une dévaluation, mais à l'époque la Banque nationale de Belgique était très opposée. Alors, monsieur Martens m'avait succédé et, avec l'aide du Fonds monétaire international, ils avaient donc concocté tout un projet de dévaluation, mais dans le plus grand secret. Nous étions au parfum, mais on ne pouvait rien dire alors que nous étions dans une union monétaire avec le Luxembourg. Et donc l'idée était de ne rien dire aux Luxembourgeois. Or, à ce moment, il y avait un accident avec un avion militaire. Un avion qui avait, je crois, renversé quelque part un pylône je crois au Luxembourg... enfin il y avait un incident. Et je devais téléphoner à monsieur Werner. Et je lui ai téléphoné. On a parlé de l'incident, et il me dit «Vous allez bien?». Tout le monde savait qu'il y avait de fortes pressions contre le franc belge. Et il m'a dit «Vous ne songez quand même pas à dévaluer le franc?». Je dis «Cher collègue, pas que je sache.» Je ne pouvais rien dire. Alors bon, 48 heures

plus tard, la nouvelle sortait. Le franc belge est dévalué de 8 %, ou 9 %. Alors, pour le Luxembourg, ce n'était pas agréable. Et donc, les Luxembourgeois trouvaient quand même qu'on les avait traités un peu de par la jambe. Et donc, je ne crois pas que monsieur Werner l'ait pris de mauvaise part en ce qui me concerne, mais il y a eu un froid entre le gouvernement luxembourgeois et le gouvernement belge, à l'époque, oui. Tout cela s'est réparé par après, heureusement.

**[Étienne Deschamps]** Vous avez parlé de l'importance de ne pas revenir en arrière par rapport à cette césure fondamentale qu'est l'unité du continent européen, par rapport à son histoire ancienne à l'échelle du monde. C'est une conviction que l'on trouve ancrée dans l'esprit de nombreux leaders européens. Vous en avez fréquenté énormément des chefs d'État, des personnages charismatiques. On ne peut évidemment pas évoquer toutes ces personnalités. Elles seraient trop nombreuses. Mais j'aimerais néanmoins qu'ensemble, nous puissions en pointer quelques-unes qui, incontestablement, vous ont laissé des souvenirs forts, positifs ou négatifs. Si nous commençons par François Mitterrand. Quel souvenir, à nouveau sur le plan de la politique européenne, vous a-t-il laissé ?

**[Mark Eyskens]** Un homme d'une très grande intelligence combinée avec une très grande sensibilité. Malgré les apparences un peu impériales, c'était au fond un grand romantique, un sentimental. Il avait un côté poète et aussi un côté philosophe. C'était un homme très charmant. J'ai connu d'autres présidents français qui vous regardaient du haut de leur grandeur et qui vous disaient un mot gentil, mais on sentait bien que c'était tout à fait superficiel. Pas avec Mitterrand. J'ai eu l'occasion, quand même, d'avoir des conversations avec lui à plusieurs reprises. J'ai un jour été assis à côté de lui lors d'un déjeuner, et on avait parlé littérature et philosophie. Alors, je l'ai revu à un sommet deux mois plus tard et il m'a dit « Ah, je me souviens, nous avons parlé de... ». C'était extrêmement frappant pour un homme qui rencontre évidemment des milliers de personnes de se souvenir d'une conversation.

Et puis, il a joué un rôle tout à fait historique avec son ami Helmut Kohl. C'était aussi assez pathétique et poignant de voir ces deux... en fait, ennemis héréditaires, n'est-ce pas, déjà à la fin du 19<sup>e</sup> et au cours du 20<sup>e</sup> siècle avec des dizaines de millions de cadavres qui s'amoncelaient entre la France et l'Allemagne. C'était après la chute du mur de Berlin, lors d'un sommet à Strasbourg sous présidence française. Après la réunion plénière, on s'est retirés pour un dîner intime dans le Château des Rohan, le palais Rohan. Et on s'attendait évidemment à la possibilité d'une réunification des deux Allemagnes. Et nos collaborateurs avaient préparé un texte, qu'on nous a passé après le dessert, un texte pas très long dans lequel on disait que la Communauté économique européenne, c'était encore notre nom à l'époque, allait soutenir et promouvoir la réunion du peuple allemand, the German people. Bon, je voyais madame Thatcher froncer les sourcils, bien maquillée mais quand même, ça se remarquait. Je voyais le Hollandais, monsieur Lubbers à l'époque, aussi s'énerver. Madame Thatcher disait « Mais qu'est-ce que ça veut dire la réunion du peuple allemand? Les germanophones ? Mais il y en a en Autriche, en Suisse, au Luxembourg, en Belgique... Ça j'ai encore entendu : avant la guerre » Discours d'Hitler... Alors, ça a jeté un froid et Helmut Kohl, qui était un peu devant moi sur une chaise, c'était une espèce d'Himalaya n'est-ce pas, il s'est mis à trembler de fureur. Il a fait une sortie en allemand en disant « Mais qu'est-ce que vous vous imaginez? Moi j'ai moi-même souffert du nazisme. Il n'est pas question évidemment de faire de l'expansion allemande. Moi, toute ma vie, je vais défendre une Allemagne européenne et je vais combattre une Europe allemande. Et je suis prêt à reconnaître, en cas de réunification des deux Allemagnes, la ligne Oder-Neisse. » Mais la tension montait quand même et puis Mitterrand, qui est un fin manœuvrier, a dit « Voilà, je propose une interruption. » Il s'est retiré avec Helmut Kohl pendant une demi-heure/trois quarts

d'heure. Et puis, ils sont rentrés dans le salon en nous disant «Voilà, nous avons un compromis historique à vous proposer.» Mitterrand poursuivant en disant «Nous allons soutenir la réunification des deux Allemagnes diplomatiquement, politiquement, économiquement, budgétairement. C'est un gros effort, mais c'est vraiment un effort tout à fait historique et nous allons faire ça dans la loyauté à l'égard de l'Allemagne d'Helmut Kohl.» Alors Mitterrand a dit «Voilà, mais notre ami Helmut va aussi faire un geste.» Et puis, Helmut Kohl a aussi pris la parole, très ému, en disant «Voilà, je vous remercie et moi je suis prêt à jouer le jeu de l'intégration européenne pleinement. Et donc j'accepte de supprimer le mark allemand, de le remplacer par une monnaie européenne, de faire en sorte que la Bundesbank devienne une filiale d'une banque européenne, à créer. Bref, je veux défendre l'union monétaire.» Alors que le président de la Bundesbank à l'époque, Karl Otto Pöhl, était radicalement opposé à l'union monétaire. Et donc, on a mis sur table ce soir-là les deux composantes du futur traité de Maastricht: la réunification des deux Allemagnes avec quand même un pas vers l'union politique, d'une part, et, d'autre part, l'union monétaire. Et donc la conclusion de Strasbourg a été la convocation d'une conférence intergouvernementale où nous avons négocié pendant deux ans jusqu'à la signature en 1992 du traité de Maastricht qui fut, après le traité de Rome je crois, encore aujourd'hui le traité le plus important dans l'histoire de l'intégration européenne.

**[Étienne Deschamps]** Et comment les représentants politiques européens présents ont-ils ressenti et réagi par rapport à cette proposition un peu inattendue de compromis franco-allemand lors de ce sommet de Strasbourg? Comment Margaret Thatcher a-t-elle réagi, comment vous-même avez-vous vécu ce moment inattendu ?

**[Mark Eyskens]** Mais le conseil à Rome vient après la réunion de Maastricht. Et donc alors on s'est mis à travailler, aussi les techniciens, les collaborateurs, sur l'union monétaire. Et puis, il y a eu cette contre-proposition britannique. Nous autres, on proposait une monnaie unique, eux une monnaie commune. Et finalement, la majorité a choisi la monnaie unique. Et les Anglais sont restés en dehors de l'union monétaire, ce qui aujourd'hui est évidemment un peu une incongruité. Par après, mais ça m'amène évidemment à la fin des années 1990 et au début du 21<sup>e</sup> siècle, moi j'ai défendu et je défends encore, mais maintenant, les circonstances sont rendues difficiles par la crise économique, je défends la thèse qu'il fallait, à un certain moment, avoir le courage d'admettre la Grande-Bretagne au sein du conseil de direction de la Banque centrale européenne, au sein de l'Eurogroupe en permettant aux Anglais d'amener la livre. Et on aurait fait une zone monétaire euro-livre. Car je comprends que les Britanniques veuillent maintenir la livre, étant donné leur implication et leur imbrication dans le Commonwealth, qui représente quand même une cinquantaine de pays. Et donc, en additionnant et la zone euro, et la zone de la livre, et le Commonwealth, on aurait fait une très grande zone monétaire avec un poids énorme au niveau global, et de nature à être un négociateur respecté tant par les Américains que par les Chinois. Mais enfin, ça, c'est une autre histoire.

**[Étienne Deschamps]** Et pourquoi cette idée..., vous n'avez pas ressenti de la part de vos interlocuteurs un intérêt particulier pour une idée de ce type ou...

**[Mark Eyskens]** D'abord, il y avait évidemment une faiblesse dans ma proposition : c'est que cette formule ne fonctionne que s'il y a une suffisante discipline et une suffisante coopération entre les deux banques centrales, l'européenne et celle de la Grande-Bretagne, pour maintenir un rapport entre les deux cours de change suffisamment stable. Je ne suis pas partisan de la réintégration d'un tunnel ou d'un serpent, car ça alimente la spéculation. Mais il y a moyen de faire ça de facto et de manière un peu confidentielle. Mais enfin, il faut une grande discipline et, deuxièmement, oui, sur le continent, on considère évidemment la Grande-Bretagne comme un

partenaire relativement peu fiable privilégiant toujours son Commonwealth (ce que je peux encore comprendre) et aussi son alliance historique avec les États-Unis. Donc la Grande-Bretagne ayant un pied en Europe et un autre pied outre-Atlantique. Ça c'est une ambiguïté à laquelle la Grande-Bretagne, tôt ou tard, devra mettre fin, ça c'est clair.

**[Étienne Deschamps]** François Mitterrand est donc une des grandes personnalités européennes que vous avez eu l'opportunité de rencontrer et d'apprécier. Diriez-vous la même chose de Helmut Schmidt, de Helmut Kohl, de Hans-Dietrich Genscher ?

**[Mark Eyskens]** Ah, Genscher est aussi un homme extrêmement astucieux, très habile. Il a été très longtemps au pouvoir. Je l'ai encore revu récemment. Il est encore en bonne forme. Oui, il a joué un très grand rôle dans les négociations des «4+2». Donc, à un certain moment, il a négocié la réunification des deux Allemagnes, aussi avec l'Union soviétique et l'Amérique bien entendu. Et Genscher avait quand même une psychologie axée sur une certaine compréhension de l'âme russe et il connaissait bien aussi l'Allemagne de l'Est, puisqu'il était né en Allemagne de l'Est, ce qui est quand même un atout.

Schmidt, c'est évidemment avant la chute du mur de Berlin. C'était un intellectuel, un bon économiste. Il s'entendait bien avec Giscard d'Estaing. Ils ont quand même aussi travaillé à l'union monétaire avant l'intégration monétaire avec le serpent, le tunnel, etc. C'était en plus à première vue un homme assez dur, qui était capable de se défendre aussi. Mais un artiste aussi, c'était un excellent pianiste. Et j'ai beaucoup de sympathie pour monsieur Schmidt, mais j'ai mieux connu Helmut Kohl.

Alors, il y avait madame Thatcher, qui avait un immense talent de débattre, formée à la britannique dans les grandes écoles, n'est-ce pas, alors que quand même à ces réunions, souvent, les ministres ou les premiers ministres se laissaient tenter par des notes rédigées par des collaborateurs. Ils les lisent, ce qui rend les débats peu attirants. Elle, elle intervenait spontanément, d'ailleurs comme Mitterrand aussi et elle avait une dialectique extrêmement forte en ce sens qu'elle répétait toujours les mêmes arguments, autrement formulés et à la sauce anglaise, qui est une sauce humoristique, elle avait aussi le sens de l'humour. Alors que Helmut Schmidt était un vrai intellectuel, madame Thatcher était une politicienne, qui savait quels étaient les bons arguments selon elle et qu'elle mettait toujours sur table. Elle ne faisait pas dans la nuance: «I want my money back», une de ses phrases historiques. Mais c'était au fond une femme attachante. J'étais souvent à côté d'elle car, à l'époque, on était placés par ordre alphabétique. Y'avait « United Kingdom », avec un « U », et puis la Belgique, et comme la table était ovale, la Belgique était le premier pays et le Royaume-Uni le dernier pays. Et donc, il y avait madame Thatcher, et j'étais souvent à côté d'elle. Elle était toujours bien coiffée. Elle avait une coiffeuse personnelle qui l'accompagnait dans ses déplacements. Elle était agréablement parfumée, et c'était une femme élégante. Et je me souviens, la première fois que j'étais assis à côté d'elle, j'avais amené un dossier, que j'ouvrais. Et avant la séance, on faisait entrer les caméramans, qui commençaient à filmer partout... des dizaines de caméramans. Et puis elle me donnait comme ça un coup de coude : «Close your files! Close your files!» Fermez vos dossiers, ils copient tout. Moi, j'étais un peu naïf peut-être mais elle était toujours aux aguets.

**[Étienne Deschamps]** Est-ce que vous avez été témoin, vous avez parlé de Strasbourg, témoin d'oppositions fermes entre les Britanniques, les Allemands, les Français ?

**[Mark Eyskens]** Oui, sûrement, oui oui. Elle ne démordait pas, où un problème était resté

bloqué, oui. Finalement, il fallait alors des apartés. Ou remettre ça à la réunion suivante. Oui oui, tout à fait, oui oui, elle était extrêmement dure.

## 5. Les bouleversements à l'Est suite à la chute du Mur

[**Mark Eyskens**] Mais si je peux ajouter aux portraits au moins encore un personnage qui a joué un rôle tout à fait prépondérant, mais qui n'est pas européen, c'est évidemment le président soviétique, après russe, Gorbatchev, qui tranchait tellement avec ses prédécesseurs Brejnev et Tchernenko, Andropov et Khrouchtchev. Tous ces gens étaient des gens infiniment tristes, qui avaient parfois des mines un peu de Frankenstein, qui faisaient peur, qui étaient aussi violents parfois dans leurs répliques. Khrouchtchev, qui, à l'Assemblée générale des Nations Unies, a frappé le pupitre de sa table avec sa chaussure.

Alors que Gorbatchev était un homme qui souriait, qui était attachant. Il avait cette tache de naissance sur son front, un peu comme l'Amérique latine, une géographie un peu bizarre... Des yeux vifs, une femme attachante aussi, Raïssa, qui est morte malheureusement. Et donc, un tout autre climat. Et moi, j'ai souvent dit, et je l'ai écrit aussi dans un livre, Gorbatchev est un personnage tout à fait paradoxal et unique dans l'histoire, car il a réalisé exactement le contraire de ce qu'il voulait réaliser. Son intention était de démocratiser le parti communiste à l'intérieur, avec des tendances, tout en maintenant le parti unique. Ça n'a pas réussi, la glasnost, neuf mois plus tard explosion du parti communiste. Il a voulu maintenir l'Union soviétique tout en donnant une plus grande autonomie aux républiques, en fait les provinces. Ça n'a pas réussi: l'Union soviétique a explosé. Donc, il a réalisé le contraire de ce qu'il voulait et, grâce à cela, il est entré de sa baignoire tout droit dans l'histoire universelle.

[**Étienne Deschamps**] Et pourquoi a-t-il, même si nous pouvons nous en féliciter, pourquoi a-t-il à ce point échoué finalement par rapport à ses projets, à ses ambitions initiales ?

[**Mark Eyskens**] Parce qu'il a sous-estimé la dynamique des événements. Une fois qu'on donne un peu d'autonomie à des provinces, surtout en Union soviétique étant donné les différences ethniques, il y avait un dynamisme séparatoire qui s'est mis en place. Et il y a un autre élément, qu'il a révélé tout récemment, Gorbatchev, dans une interview je crois à la télévision française, c'était à l'occasion du vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin, où Gorbatchev a déclaré qu'après l'annonce de la perestroïka, la glasnost, les Américains qui restaient extrêmement suspects et qui, en outre, croyaient que Gorbatchev était un pape de transition. D'ailleurs, il y a eu une tentative de coup d'État contre Gorbatchev au mois d'août 1990. Les Américains ont demandé, ont obtenu, de l'Arabie saoudite, d'augmenter considérablement la production de pétrole, de sorte que le prix du baril s'est effondré. Or, pour Gorbatchev, faire cette nouvelle politique économique à travers la perestroïka était basé sur une richesse assurée par des prix pétroliers suffisamment élevés. Et l'effondrement des prix pétroliers a été pour lui une catastrophe financière. Et donc, il n'a pas pu réaliser sa politique économique, entre autres à cause de cela, a-t-il dit à la télévision. On ne sait pas si cela est vraiment véridique et vrai, mais enfin c'est un élément, je crois, qu'il faut ajouter au dossier. Mais de toute manière, c'est largement grâce à Gorbatchev qu'on a pu terminer la guerre froide sans coup férir, sauf accidentellement dans quelques pays comme en Roumanie. Mais ça a été évidemment une révolution pacifique colossale et totalement inattendue.

[**Étienne Deschamps**] En tant que ministre des Affaires étrangères, vous avez eu la chance, l'opportunité, de vivre ces événements historiques uniques en leur genre de fort près

évidemment. Si bien qu'à la fin du mois de novembre 1989, quelques jours après la chute du mur, vous vous rendez, sur l'invitation d'Oskar Fischer, vous vous rendez à Berlin. Quel souvenir gardez-vous de cette visite et de l'accueil qui vous a été réservé dans les conditions extraordinaires?

**[Mark Eyskens]** Oui, et là aussi une visite, à vrai dire, marquée par beaucoup de paradoxes inattendus. J'avais visité Berlin à plusieurs reprises, j'avais même été à Berlin en tant qu'étudiant avant la construction du mur. On prenait le métro à l'ouest au Kurfürstendamm et on arrivait à la Stalinallee de l'autre côté. La Stalinallee, c'était la seule avenue reconstruite, et tout le reste était toujours en ruine. Et puis après, j'ai été souvent regarder le mur, regarder aussi les croix qu'on avait plantées à la mémoire des gens qui s'étaient fait tuer par la police de l'est. J'avais arrangé ce voyage officiel à Berlin-Est longtemps à l'avance et le hasard a fait que j'étais attendu à Berlin-Est 10 jours après l'ouverture du mur de Berlin. Accueilli par mon collègue de l'est, Oskar Fischer, reçu par Egon Krenz, le nouveau président, par Modrow, qui était le nouveau premier ministre. Et j'avais demandé aussi de pouvoir visiter l'opposition Neues Forum, et Gerlach, qui était le dirigeant des libéraux. À mon vif étonnement, tous mes interlocuteurs, tant les communistes que les libéraux ou les démocrates-chrétiens avec de Maizière, me disaient la même chose: «Nous allons amodier et adoucir le régime autoritaire, nous allons pratiquer une nouvelle politique intérieure et nous allons nous entendre avec la République fédérale d'Allemagne», c'est-à-dire avec l'ouest, et là-dessus ils me questionnaient sur la façon de faire. Et leur idée, c'était de faire une espèce de Benelux entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest. Quant à la réunification, ils me disaient «Non, ça va trop loin.» Même les libéraux, les opposants, Neues Forum, me disaient « Non non non non non, à l'ouest on est beaucoup trop influencés par la multinationale américaine, nous voulons maintenir aussi un peu notre système économique, ça marche assez bien. Nous avons le plein emploi et donc nous restons ce que nous sommes pour l'instant, et on verra bien. Pas de réunification dans l'immédiat sûrement. » Et puis, il y a eu ce mouvement des foules, finalement, ce mouvement populaire «Wir sind das Volk».

**[Étienne Deschamps]** Croyez-vous qu'ils vous aient dit cela parce que c'était leur conviction réelle ou pour vous rassurer ?

**[Mark Eyskens]** Non, c'était leur conviction réelle. C'était leur conviction réelle. D'ailleurs certains partis socialistes en Occident défendaient exactement la même thèse : pas de précipitation. Il ne fallait pas réunir. Il fallait simplement une bonne entente entre les deux pays. Et puis la réunification est devenue incontournable à cause de la pression populaire à l'est. À Leipzig, tous les samedis soirs ou les dimanches après la grand-messe, j'ai visité par après la Nikolaikirche qui est une splendide église. Et on a mis dans le sol en cuivre des espèces de semelles, de chaussures, qui rappellent qu'au fond les gens votaient de leur pied. Et donc ce mouvement, finalement, a pu vaincre les résistances politiques. Il y a eu cette réunification extrêmement rapide finalement, un peu à l'étonnement de tout le monde.

**[Étienne Deschamps]** Et quelques mots de l'ambiance qui règne à Berlin à la fin du mois de novembre 1989?

**[Mark Eyskens]** Oui, c'était une ambiance presque indescriptible. Non seulement de joie, mais pour les Allemands de l'est, c'était un miracle, c'était quelque chose de métaphysique. Les gens pleuraient. Et on m'a amené, lors de ma visite vers le 20-22 novembre, vers la Potsdamer Platz, où il y avait une brèche dans le mur. Nous étions une petite délégation belge de trois ou quatre. Et on regardait cette brèche, très émus. Il y avait un vieil Allemand qui m'accostait et qui me

disait «Ich bin ein Berliner», rappel des paroles historiques de Kennedy. Il me disait «Voilà, après la guerre, moi j'ai vécu ici dans les caves.» Tout était détruit, c'était l'endroit où se trouvaient la Friedrichstrasse et le bunker d'Hitler. Et puis, il voyait qu'on était quand même très très pris par ce qu'on voyait, l'ouverture dans le mur. Et puis il me disait, en pointant du doigt le mur, en très mauvais anglais «This is the work of the spirit», c'est l'œuvre de l'esprit. Et ça m'a beaucoup frappé, quel esprit qui avait présidé à cet effondrement ou cet effacement de la dernière cicatrice de la Deuxième Guerre mondiale. Et trois semaines ou quatre semaines plus tard, j'ai dû assister à une réunion quelque part de la CSCE à laquelle assistait un représentant du Vatican, c'était monseigneur Casaroli, qui était le secrétaire d'État du pape. Et on parlait de la chute du mur de Berlin. Et le cardinal disait «Vous savez, la chute du mur de Berlin, c'est l'œuvre de l'esprit.» Exactement la même phrase mais, chez le cardinal, cette phrase était évidemment la conséquence d'une certaine déformation professionnelle. Chez le Berlinoise, c'était quelque chose qui venait des profondeurs de son âme, oui.

**[Étienne Deschamps]** Lors de ce voyage, vous rencontrez parmi divers interlocuteurs, vous rencontrez Lothar de Maizière. Est-ce que, avant la chute du mur, les partis démocrates-chrétiens de l'Europe de l'Ouest entretenaient déjà des relations, officielles ou non, avec leurs homologues d'outre-mur, si je puis dire ?

**[Mark Eyskens]** Non, avant la chute, non. C'était très fermé. Il n'y avait pratiquement pas de contacts, mais une fois arrivé ce moment historique, oui. On s'est précipités sur eux pour leur dire « Voilà, on va vous soutenir, nous avons nos documentations, on peut pour vous imprimer des revues, des publications. Venez voir chez nous. » On allait chez eux et de Maizière était un homme qui inspirait confiance, et qui avait des réactions extrêmement intelligentes, qui était en outre aussi un artiste, c'était un joueur de viole de gambe. Par après, il y a eu quelque chose de curieux : il est donc devenu le premier premier ministre démocratique à l'est, mais on a commencé à chuchoter qu'il avait travaillé pour la Stasi. Ça n'a jamais été prouvé exactement, mais enfin ça a jeté quand même une ombre sur le personnage, oui.

**[Étienne Deschamps]** Vous suivez bien évidemment... vous êtes directement les pieds, je dirais, dans ces événements qui secouent l'Europe et le monde. Et, à ce moment-là, vous lancez l'idée d'une confédération paneuropéenne. De quoi s'agissait-il exactement, d'une part, et, d'autre part, dans votre esprit, comment une telle confédération paneuropéenne aurait-elle été compatible, si je puis dire, avec un partenariat avec les Américains, avec les États-Unis ?

**[Mark Eyskens]** L'idée était la conséquence de ma conviction qu'après la réunification des deux Allemagnes, on allait assister aussi à l'entrée des pays de l'Est dans une structure européenne. Mais les mettre d'emblée dans la Communauté européenne du moment me paraissait prématuré. En outre, il faut bien se mettre en tête que les négociations avec Gorbachev et surtout son ministre des Affaires étrangères, Chevardnadze, étaient extrêmement difficiles parce que les Soviétiques nous disaient «Bon, Allemagne réunifiée... Soit. Mais l'Allemagne alors neutralisée, en dehors de l'OTAN.» Assez vite, ils ont accepté que l'Allemagne réunifiée devienne membre de l'Union européenne, de la Communauté européenne. Quant à l'OTAN, ils étaient extrêmement réticents. D'ailleurs, ils étaient relayés dans cette conviction par, disons, la gauche en Europe, qui disait «En effet, le pacte de Varsovie est démantelé. Pourquoi faut-il encore maintenir l'OTAN?» Et c'est là qu'il y a eu la réaction américaine bien entendu, entre autres le président Reagan et puis, par après, le président Bush, père Bush. Et j'entends encore dire Helmut Kohl, qui a été extrêmement courageux, car lui était tancé aussi par son opposition de gauche «Si le prix à payer pour la réunification est que l'Allemagne doive sortir de l'OTAN, je préfère ne pas avoir de réunification.» C'était une

attitude extrêmement courageuse, éventuellement suicidaire au plan intérieur.

Et, finalement, Gorbatchev a cédé. C'est-à-dire, et par après il nous l'a reproché amèrement, les Américains et aussi les Européens ont promis à Gorbatchev une aide financière considérable pour renflouer son économie. Des investissements, on allait créer une banque européenne, etc. pour s'occuper de l'est. Bon, des tas de structures et de formules pour l'amadouer et finalement il a accepté que la réunification des deux Allemagnes coïncide avec l'entrée de l'Allemagne réunifiée dans l'OTAN, à condition que l'on ne construise pas des bases militaires à l'est. Et donc, bon, ça s'est terminé d'une manière totalement inattendue pour nous, pour l'Occident, n'est-ce pas. Fin de la guerre froide sans coup férir. L'Allemagne réunifiée, l'Allemagne réunifiée membre de l'Union européenne à part entière, et membre de l'OTAN. En plus, l'Union soviétique complètement démantelée, éclatée en treize morceaux. Tout cela, comme ça. Dès lors, Gorbatchev, par après, quand il n'était plus président, j'ai été invité par lui pour assister pendant une semaine à des réunions dans son institut de recherche à Moscou. Quand je demandais au chauffeur de taxi de me conduire à l'institut de Gorbatchev, le chauffeur me disait «Mais il ne faut pas aller voir cet homme. Il est infréquentable. C'est un traître, il a bradé l'empire. Il a abandonné tous nos intérêts.» Il est, en Russie, très impopulaire.

**[Étienne Deschamps]** Aujourd'hui encore ?

**[Mark Eyskens]** Encore aujourd'hui. Il y a, je crois, une dizaine d'années, il a participé avec un petit parti aux élections présidentielles, et il avait, je crois, 0,5 % de voix. Totalement insignifiant.

**[Étienne Deschamps]** Nul n'est prophète en son pays.

**[Mark Eyskens]** Non, non, non, c'est évident. Oui, plus on l'applaudit ici, plus il devient impopulaire dans son pays.

**[Étienne Deschamps]** On l'a dit, vous suivez ça de très près. Vous êtes évidemment directement concerné. Vous êtes très pris par les événements qui se déroulent à l'est. Néanmoins, vous trouvez le temps, si je puis dire, d'établir une note d'orientation extrêmement importante, dans ce sens où elle contient 14 mesures précises pour rétablir, ou à tout le moins renforcer, la confiance entre l'est et l'ouest. Vous souvenez-vous de ce document, des circonstances dans lesquelles vous l'avez établi et de son contenu ? Et enfin, de l'impact, de l'accueil qui lui a été réservé ?

**[Mark Eyskens]** Mais je sentais, au fond, j'avais une certaine compassion pour l'Union soviétique. En faisant l'addition de toutes leurs concessions volontaires et involontaires, c'était pour eux évidemment dur à avaler. Et il fallait donc ce qu'on appelait en anglais des «confidence building measures», reconstruire la confiance de part et d'autre. Et donc moi, j'avais réfléchi et j'étais arrivé en effet à 14 points. Entre autres, un pacte de sécurité entre la nouvelle Russie et l'Occident, des aides économiques, financières, et des échanges scientifiques. Toute une série de mesures de confiance, donner aussi un peu plus de contenu à la CSCE qui, par après, est devenue l'organisation pour la coopération en Occident, et toute une série de mesures. Et j'avais mis ça sur papier parce que Chevardnadze voulait me voir. Et il en est resté quelque chose parce que, par après, quand il est devenu président de la Géorgie, il m'a invité aussi. À deux reprises, j'ai été chez lui pour bavarder un peu. Bon, j'ai remis ce plan à Chevardnadze, et il a écrit par après un livre, une espèce de mémoire, dans lequel il cite mon plan, enfin mon «plan», c'est un grand mot. Je constate quand même que de ces 14 points, plus

de la moitié ont été plus ou moins réalisés par après, dans les nouvelles structures, l'approche de l'Union soviétique, oui.

Mais c'est encore un point délicat aujourd'hui, la confiance entre la Russie et l'Amérique et l'Europe, surtout l'Amérique. Mais l'Europe peut jouer un rôle extrêmement utile d'intermédiaire entre l'Amérique et la Russie. La Russie redevient un grand pays, c'est un pays dont nous avons besoin, ne fût-ce qu'aussi sur le plan énergétique, le gaz naturel. C'est quand même un pays avec une grande civilisation, une grande culture, une intelligentsia extrêmement développée. Et donc nous avons tout intérêt à nous entendre avec la Russie.

J'avais aussi, à un certain moment, pu rendre visite à Sakharov, qui vivait dans un appartement extrêmement négligé à Moscou, quelque part au dixième étage. Et j'avais obtenu l'autorisation, par l'intermédiaire de notre ambassadeur de Belgique, d'aller le voir. Je suis monté dans un ascenseur extrêmement branlant, puis on sonnait à une petite porte très sale. Et puis, une vieille femme est venue ouvrir. C'était son épouse. Madame Bonner. C'était son nom de femme. C'était un couple juif, Sakharov et sa femme. Elle avait une cigarette comme ça dans la bouche, et elle m'a introduit dans cet appartement qui ressemblait à un déménagement, partout des caisses et des boîtes. Enfin, lui était dans une petite pièce, assez affaissé dans un fauteuil. Il paraissait très âgé alors qu'il n'était pas tellement âgé. Ce qui m'a influencé aussi, c'est qu'il m'a dit à un certain moment... D'abord je lui ai demandé s'il était aux écoutes. Il me dit «Oui, probablement, mais ça ne peut mal : maintenant, je suis âgé et ils ne peuvent plus rien faire contre moi et je peux dire ce que je pense et vous aussi», alors il dit «Voilà, Gorbatchev est un homme exceptionnel. Il est envoyé de Dieu. «It's a window of opportunity» et il faut en profiter pour faire des affaires avec lui. Entre autres, il faut conclure un grand traité de désarmement, particulièrement de désarmement nucléaire. Et il faut le faire rapidement, car dans un an, il risque d'être renversé par un coup d'État. Il y a de plus en plus d'opposition.» C'était quand même un message très important. Et nous l'avons fait et Sakharov n'a pas eu tort, car il y a eu une tentative de renversement de Gorbatchev, comme vous savez, au mois d'août 1990.

[**Étienne Deschamps**] Il y a certes ce qui se passe en Union soviétique, ce qui se passe à Berlin, mais, petit à petit, les différents pays de l'ancien bloc de l'Est sont eux aussi bien sûr touchés par cette contamination démocratique, si je puis dire. Comme beaucoup de Belges et comme beaucoup d'Européens, vous avez suivi pratiquement en direct par le canal de la télévision ce qui se passe pendant les vacances de Noël 1989 à Bucarest. On est le témoin, effectivement, de la chute du régime communiste en Roumanie, pays dans lequel vous aviez déjà pu vous rendre préalablement. Est-ce que, finalement, vous avez été étonné de ce qu'il se passait en Roumanie ? Est-ce que vous avez été étonné de la fin tragique et extrêmement rapide et violente du couple Ceaușescu, sur un plan personnel, et, sur un plan européen, comment les douze ont-ils essayé ou réussi à mettre en place une stratégie commune par rapport aux événements qui risquent de les prendre un peu de court à l'est de l'Europe ?

[**Mark Eyskens**] Je n'ai pas été étonné de ce qui s'est passé en Roumanie. Force est de constater que Ceaușescu était un dictateur, mais qui a pratiqué une politique internationale quelque peu détachée de la politique de l'Union soviétique. Donc il avait une certaine sympathie, entre guillemets, aux États-Unis en application du principe «les ennemis de nos ennemis sont nos amis». J'ai rencontré Ceaușescu sous le régime communiste lors d'une foire commerciale où je devais inaugurer un pavillon belge. J'avais l'occasion de lui adresser quelques paroles. C'était un personnage, à première vue, assez insignifiant, mais enfin, qui avait quand même établi une dictature extrêmement dure et extrêmement stable. Le fait qu'il ait été exécuté comme ça, d'une manière extrêmement brutale, m'a peiné. Enfin je veux dire, on

inaugurait une nouvelle phase dans l'histoire de l'Europe et cette exécution sommaire allait à l'encontre des principes tout à fait élémentaires de l'État de droit. J'ai une certaine compréhension pour la violence mais, enfin, c'était quand même condamnable.

Mais la Roumanie est déjà la conséquence de la chute du mur de Berlin. Mais il faut un peu remonter l'histoire avant la chute du mur de Berlin. Il y a eu aussi de profonds remous en Pologne et en Hongrie. En Pologne, dès l'élection du pape polonais, Karol Wojtyla, Jean-Paul II, donc à partir de 1979 déjà, 1980. C'est lui qui a donné une espèce d'immunité morale au mouvement de Solidarnosc créé par Lech Walesa, qui était devenu intouchable. Et Chevardnadze un jour m'a raconté une conversation qu'il avait entendue entre Brejnev et l'idéologue du parti communiste Souslov. Et la conversation était la suivante, c'était donc le début du règne du pape Jean-Paul II et le mouvement de Lech Walesa qui prenait de l'ampleur en Pologne, surtout que le pape y allait de temps en temps – il faisait des messes soi-disant purement religieuses, mais qui étaient au fond aussi des sermons politiques et il parvenait à rassembler un million de personnes. Et donc Brejnev doit avoir demandé à Souslov à un certain moment «Cher camarade, est-ce que vous ne pensez pas qu'à Varsovie ça foire complètement et que nous devons faire à Varsovie ce que nous avons fait avec un certain succès à Budapest en 1956 et à Prague en 1968, c'est-à-dire envoyer nos chars, écraser l'opposition, mettre les dirigeants en prison et les passer par les armes.» «Non», a dit Souslov, «Cher camarade président, ne faites pas cela : les interventions à Budapest et à Prague ont déjà été très impopulaires de par le monde, ont créé de graves crises de crédibilité au sein des partis communistes amis à l'Occident.» Au moment où Brejnev questionnait Souslov, l'Union soviétique était engagée dans une guerre en Afghanistan contre les talibans qui, à l'époque, étaient armés par les Américains. Et Souslov a dit «Non la situation sera beaucoup trop délicate. Il ne faut pas intervenir militairement. Il faut de l'astuce et de l'habileté. Et je vous donne un double conseil : 1) il faut installer en Pologne un dictateur, mais qui soit un patriote et qui ait la sympathie de la population. J'en connais un, c'est un général qui s'est battu avec l'armée rouge pendant la guerre, un certain Jaruzelski. Il faut lui donner les pleins pouvoirs. Il doit dissoudre le syndicat Solidarnosc et mettre Walesa en prison. Et je vous donne un deuxième conseil: il faut éliminer le pape polonais.» Et, en effet, trois semaines plus tard Jaruzelski a été nommé président, etc. en Pologne. Et un mois plus tard, il y a eu l'attentat contre le pape Jean-Paul II à Rome devant la basilique Saint-Pierre. Mais ça n'a pas tenu, ça n'a pas servi à grand-chose. Jaruzelski a été obligé de relâcher Lech Walesa, et puis il a dû organiser des élections démocratiques pour le Sénat, mais encore sur base du parti unique à la Chambre. À la Chambre, les communistes avaient maintenu, je crois, 99 % des sièges et, au Sénat, c'était pratiquement le contraire : les partis démocratiques avaient une grande majorité. Et donc, en Pologne déjà, ça craquait.

En Hongrie également avec cette fameuse et célèbre photo où le ministre des Affaires étrangères de Hongrie, monsieur Horn, que j'ai bien connu, Gyula Horn qui, avec une immense tenaille, coupait les fils barbelés entre la frontière hongroise et autrichienne. Et dès ce moment-là c'était déjà (le mur de Berlin s'est effondré au mois de novembre mais c'était déjà au mois d'août de la même année), pas mal de réfugiés hongrois sont allés en Autriche par cette ouverture dans la frontière entre la Hongrie et l'Autriche. C'était donc déjà un mouvement quand même assez intense, oui.

[**Étienne Deschamps**] Comment, vu de Bruxelles, de Paris, de Londres, de Berlin-Ouest, de Copenhague, de Rome, comment la diplomatie des douze s'est-elle mise en ordre, je dirais, de marche pour adopter une position commune, pour accorder ses violons pour qu'il n'y ait pas de malentendu par rapport à ce qui se déroule à l'est et qui va forcément avoir une influence sur le

processus d'intégration européenne ?

**[Mark Eyskens]** Mais nous étions pratiquement en réunion tout le temps. En outre, il y avait un événement historique presque tous les jours. C'était une période absolument exténuante, mais évidemment passionnante. Le plus gros morceau, c'était de réussir la réunification des deux Allemagnes, et d'obtenir que l'Allemagne devienne membre à part entière et de l'Union européenne et de l'OTAN. Et tout le reste s'en est suivi presque automatiquement. Il fallait évidemment éviter que, par exemple, en Roumanie une guerre civile n'éclate. Mais cela a été maîtrisé. Ce qui n'a pas été maîtrisé, c'est un peu plus tard, c'est la Yougoslavie. Pas une guerre entre les communistes et disons les capitalistes ou la droite mais une guerre ethnique entre les Croates, les Serbes, les Bosniaques, etc., la population musulmane et les autres. Ça a été un drame évidemment et, là, l'Europe a négligé beaucoup d'opportunités et, là, nous n'avons pas été à la hauteur de nos responsabilités.

**[Étienne Deschamps]** Et pourquoi? Parce que c'est un événement qu'on n'attendait pas? C'était un effet de surprise?

**[Mark Eyskens]** D'abord, et parce qu'on a hésité sur la stratégie à suivre. Beaucoup de pays, entre autres la France et les Pays-Bas, les Pays-Bas avaient à l'époque la présidence, trouvaient qu'il fallait maintenir l'unité de la Yougoslavie. Tito l'avait fait, grâce à une dictature, mais on trouvait qu'il fallait peut-être un peu augmenter l'autonomie des provinces, mais que de toute manière il fallait maintenir un pouvoir unique, unitaire, avec éventuellement une présidence tournante. Et on a essayé tout cela, mais ça a immédiatement foiré.

Il y avait la volonté de la Serbie de se manifester. Il y avait la Croatie. Alors, il y avait ce problème extrêmement douloureux en Bosnie, avec les musulmans. Et donc, aussi longtemps que la Yougoslavie restait unitaire, ce qui s'y passait, quelles qu'en fussent les conséquences et les violences, c'était considéré, selon la Charte des Nations Unies, comme un conflit intérieur. Et on ne pouvait pas intervenir. Moi, j'étais d'emblée gagné pour la reconnaissance internationale de la Serbie et de la Croatie. Et j'étais le seul autour de la table avec mon collègue danois, monsieur Ellemann-Jensen. Et j'estimais qu'en acceptant l'indépendance et la souveraineté de la Croatie et de la Serbie, on aurait pu faire appel à la Charte des Nations Unies, au Conseil de sécurité, et obtenir l'intervention d'une force d'interposition. Des Casques bleus ou même, sous mandat des Nations Unies, l'OTAN, ce qui s'est fait par après. Mais les autres pays hésitaient, entre autres les Hollandais et les Français. Je me souviens des réactions de monsieur Roland Dumas. Quand moi je défendais l'indépendance de la Croatie, il m'a passé un billet, que j'ai toujours quelque part dans mes papiers: « Est-ce que tu défends aussi l'indépendance de la Wallonie ? » Bon, un peu d'humour...

**[Étienne Deschamps]** Enfin, dans ces circonstances, ça ne fait pas de tort. Mais pourquoi cette opposition, française en l'occurrence? La France avait-elle des intérêts autres que la Belgique dans cette affaire ou dans cette région?

**[Mark Eyskens]** D'abord, la France a toujours eu, historiquement, quelque sympathie pour la Serbie. Et ils craignaient que la reconnaissance de l'un ou de l'autre allait évidemment mener à la dislocation, allait finalement affaiblir la position de la Serbie. Deuxièmement, certains pays étaient évidemment toujours inquiets et le sont encore aujourd'hui quand un pays se disloque. En accordant l'autonomie à certaines régions. Il y a des velléités d'indépendance de certaines régions, en Espagne, un peu en Italie, même parfois en Belgique. Ce sont des précédents fâcheux.

Mais, à mon avis, nous avons raison de préconiser l'indépendance et la reconnaissance internationale de la Croatie, ce qui s'est fait assez rapidement. Et donc, les Nations Unies non, mais l'OTAN oui, sont intervenus et, finalement, il y a eu les bombardements, etc., l'intervention militaire. Mais finalement, ça s'est tassé. Je me souviens d'une conversation téléphonique. Helmut Kohl aussi, finalement, s'est rangé à l'idée qu'il fallait reconnaître la Croatie. Nous avons téléphoné à monsieur Tuđman, ici, du Conseil, en lui disant «Voilà, nous sommes prêts à reconnaître l'indépendance de votre pays, mais vous allez devoir organiser des élections démocratiques. Vous allez devoir démanteler votre police secrète, et devenir un démocrate.» Tuđman a dit « Oui oui oui oui oui, sûrement sûrement sûrement ! » en croate. Il l'a fait, plus ou moins. Il est vrai qu'aujourd'hui la Croatie, je crois, est mûre pour entrer dans l'Union européenne mais, en effet, là, le dossier a été mal géré par l'Europe à cause des dissensions internes, c'est sûr.

[**Étienne Deschamps**] Certains ont pu dire, dites-moi si vous pensez que cela est un argument qui a du sens ou non, certains ont pu dire qu'il y avait, comment dire, une prime de sympathie plus grande dans nos pays pour la Croatie, pays catholique, que pour d'autres régions de la Yougoslavie, plus slaves, orthodoxes, utilisant le cyrillique, bref d'une civilisation, pour ne pas utiliser un grand mot, plus différente de la nôtre ?

[**Mark Eyskens**] C'est exact. Il y avait aussi le fait que beaucoup de Belges et d'Européens allaient passer leurs vacances en Yougoslavie, et allaient toujours dans la partie croate. La côte dalmatienne est une des côtes les plus attrayantes de l'Europe. Tout ça a joué. Il y avait d'autres éléments et ça rendait l'attitude de l'Allemagne évidemment suspecte. La Croatie, pendant la Deuxième Guerre mondiale, avait collaboré d'une manière scandaleuse avec le régime hitlérien. Donc ça rendait l'attitude de l'Allemagne un peu prudente au début. Mais, finalement, bon, on dû constater que la Yougoslavie n'était plus gérable et qu'il fallait passer par l'indépendance de tous ces pays avec, bien entendu, aujourd'hui un émiettement qui rend certains pays probablement totalement inviables, comme le Kosovo.

[**Étienne Deschamps**] Et ces divergences des douze par rapport à la reconnaissance ou non des États émanant d'une Yougoslavie qui se délite, vous ne les avez pas ressenties au moment où la Tchécoslovaquie elle-même s'est séparée entre...

[**Mark Eyskens**] Oui, c'est vrai, mais c'était un cas tout à fait différent. Ça a été une séparation en douce, verbale, sans la moindre violence. Ce qui fut aussi pénible en Yougoslavie, c'est que lors de l'intervention de l'OTAN, les armées européennes se sont avérées totalement incapables de faire quoi que ce soit. Que même le ravitaillement des troupes a dû se faire par des avions militaires américains. Donc la Yougoslavie a été aussi le révélateur de l'insuffisance militaire de l'Europe. Moi, j'ai souvent dit « L'Europe est un géant économique, un nain politique et un ver de terre militaire. » Aujourd'hui, nous ne sommes plus un nain politique, bien entendu, mais nous sommes toujours, sur le plan militaire, totalement insignifiants, ça c'est clair.

## 6. L'Assemblée du Conseil de l'Europe

[**Étienne Deschamps**] Vous avez évoqué l'Assemblée de l'UEO. Vous avez également fait partie de l'Assemblée parlementaire consultative du Conseil de l'Europe. Vous savez que ces structures ont été depuis longtemps assez critiquées, notamment en raison de leur manque de

pouvoir coercitif, de leur pouvoir vis-à-vis des États, d'être en quelque sorte des organisations trop ou uniquement intergouvernementales. Vous qui avez bien connu ces institutions parlementaires de l'intérieur, est-ce que vous partagez cette critique ou au contraire défendez-vous plutôt le bilan ?

**[Mark Eyskens]** Je ferai une distinction entre le Conseil de l'Europe et l'Assemblée parlementaire de l'UEO, qui a d'ailleurs été supprimée. Elle n'existe plus. Il faut évidemment un peu refaire l'histoire : l'UEO a été créée après l'effondrement et l'échec de la Communauté de défense européenne, à l'époque rejetée par l'Assemblée nationale en France en 1954 je crois. Et, à l'époque donc, c'était un peu un prix de consolation. Mais qui a quand même démontré, je crois, son utilité. Nous avions des contacts avec l'Eurocorps. L'UEO avait d'excellents contacts avec l'OTAN. Le secrétaire général de l'UEO était un peu le collègue, en moins bien, du secrétaire général de l'OTAN. Et on discutait de politique étrangère et de politique militaire. C'était quand même instructif et utile. On allait à Paris et on allait aussi parfois en commission, pratiquement chaque année, à Washington, etc. Mais en effet, on avait très peu d'impact direct sur les décideurs. Et à la fin, j'ai dû constater qu'on avait les pires difficultés à faire venir les ministres à l'Assemblée de l'UEO. On invitait les ministres de la Défense, parfois les ministres des Affaires étrangères. Ils envoyaient leur secrétaire d'État, enfin bon donc, dépassés par les événements, hélas.

En revanche, le Conseil de l'Europe à Strasbourg, c'est d'abord l'institution la plus ancienne de l'Europe. Monsieur Spaak, en son temps, en a été le premier président. Et c'est une assemblée, je trouve, extrêmement intéressante parce que c'est la grande Europe qui s'y trouve. Il y a, je crois, aujourd'hui 46 membres, y compris des membres associés dont par exemple la Russie. Je vais vous raconter une anecdote : j'étais un jour à Trèves (Trier) en Allemagne, la ville de naissance de Karl Marx. Je devais parler à une conférence et, entre deux séances, j'avais deux heures à perdre. Et il y avait une magnifique exposition à Trèves consacrée à l'Empire de l'empereur romain Hadrien. J'entre dans le musée et j'arrive dans le hall, et je vois contre le mur une immense carte qui représentait l'Empire d'Hadrien et qui commençait à l'ouest évidemment en Écosse avec le mur d'Hadrien, et puis l'Europe centrale, l'Europe de l'Est jusqu'aux confins de la Russie, et puis le Moyen-Orient, l'ancien Empire d'Alexandre le Grand jusqu'en Inde, et puis évidemment l'Afrique du Nord. Et je me suis dit « Ça, c'est peut-être la carte de l'avenir. Ça c'est l'Europe d'ici 20 ans, d'ici 30 ans, d'ici 40 ans. » Je raconte souvent l'anecdote, un peu fictive bien entendu, du président Thomas Jefferson en 1800, qui fut un homme extrêmement intelligent, qui, à l'époque, était le président d'une union composée de 13 États (les anciennes colonies britanniques) et qui reçoit un académicien, un professeur, un peu rêveur qui lui dit « Monsieur le président, dans 200 ans, votre lointain successeur, un certain Clinton ou Bush, sera le président d'une union comptant 50 États, dont, dans le nord, les descendants des Esquimaux, l'Alaska, et, dans le sud, les descendants des Indiens, le Nouveau-Mexique et le Texas. » (des pays qui, à l'époque, étaient intégrés au Mexique). J'imagine que Jefferson aurait dit « Mon ami, vous rêvez complètement, c'est totalement irréaliste. Vous êtes fatigué. Take a rest, vous êtes surmené. » C'est arrivé, donc tout reste possible bien entendu, oui.

**[Étienne Deschamps]** Et le Conseil de l'Europe est à vos yeux l'institution qui, pour le moment, recouvre le mieux cette...

**[Mark Eyskens]** Le Conseil de l'Europe représente la grande Europe, évidemment sans beaucoup de pouvoir. On s'occupe surtout, entre autres, de culture, mais aussi d'économie. Et puis, il y a évidemment la Cour. La Cour est quand même quelque chose de très important. La Cour qui veille sur les droits de l'homme au sein de l'Europe. Je me souviens quand même de

pas mal de problèmes avec de nouveaux membres, entre autres avec la Russie, la Turquie, les débats sur la suppression de la peine de mort... Là, je crois que le Conseil de l'Europe a joué un rôle absolument déterminant, absolument. Et puis la surveillance des élections, c'est un peu devenu la spécialité. On envoie quand même des délégations partout. Non, ça reste une institution utile à mon avis, oui.

[**Étienne Deschamps**] Qui va bien au-delà d'une antichambre vers l'Union européenne ?

[**Mark Eyskens**] Oui, tout à fait. Tout à fait, oui oui. Et puis, située à Strasbourg, qui est quand même une ville aussi symbolique de la grande réconciliation autour de laquelle on a reconstruit l'Europe. Non, c'est une belle institution, sûrement.

## 7. La Charte de Paris pour une nouvelle Europe (CSCE, 1990)

[**Étienne Deschamps**] 1990, au printemps 1990 pour être exact, vous avez lancé plusieurs propositions très concrètes en vue d'élaborer une charte pour la sécurité et la coopération en Europe. Vous souvenez-vous de la manière dont ces idées, dont ces propositions, ont été accueillies et reprises ensuite dans la charte qui a été adoptée à Paris en septembre 1990.

[**Mark Eyskens**] Mais on vivait d'une manière tout à fait inattendue ce miracle de la fin de la guerre froide. Et il fallait rétablir la confiance avec la Russie après le démantèlement de l'Union soviétique. Et je peux vous avouer que j'avais une espèce... presque de pitié avec ces dirigeants ex-soviétiques. Pour eux, c'était l'effondrement d'un monde. Prenez un homme comme Gorbatchev. Il avait été éduqué dans cette idéologie communiste et léniniste. C'était sa foi. Et donc, tout avait disparu. Tout ce qu'il avait voulu faire dans la vie s'était avéré finalement inopérant et même contre-productif. Alors, je savais aussi que la Russie allait aller au-devant de très graves difficultés, d'énormes défis, et qu'il fallait leur donner confiance. D'ailleurs, on avait quand même accepté que l'Allemagne de l'Est réunifiée à l'Allemagne de l'Ouest ne serait jamais utilisée par l'OTAN comme base militaire.

Mais je trouvais qu'il fallait faire davantage. Et donc, j'avais réfléchi. J'avais écrit même un petit fascicule, également publié en anglais rapidement, où j'expliquais une série de mesures, de «confidence building measures». Et j'ai publié ça. J'ai accordé de nombreuses interviews. J'en ai discuté au sein du gouvernement. Et puis, j'en ai parlé à monsieur Chevardnadze, qui était très intéressé. Et, par après, j'ai constaté que certaines de ces idées ont fait leur chemin. Aussi au sein à l'époque de la CSCE qui, par après, est devenue l'OSCE, l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe. Et alors a eu lieu cette fameuse conférence à Paris où on a signé la Charte de Paris, qui avait été dûment préparée aussi par les diplomates, etc. Et où mes idées, qui étaient des idées pas tellement originales en ce sens qu'il y avait aussi une dose de bon sens dans ces propositions étaient également reprises par d'autres collègues qui avaient eu les mêmes idées au même moment. Finalement, la Charte de Paris a été un peu la conclusion du processus d'Helsinki. Helsinki, le traité auquel monsieur Harmel avait contribué de manière tout à fait déterminante, et qui a eu un impact aussi quand même sur la coexistence pacifique et finalement les idées modernes que les Soviétiques ont fini par accepter.

Et j'ai été très impressionné par la réunion à Paris. D'abord par son faste, à la française. Les Français, Mitterrand, nous ont reçus le soir au Palais de Versailles. Tous les chefs d'État dans la Salle des Glaces. Sans lumière électrique, mais aux bougies et les cierges allumés, des milliers

et des milliers. C'était Louis XIV. Et avant, il y avait un concert dans le charmant opéra du Palais de Versailles.

Et c'était le moment aussi où madame Thatcher luttait pour sa survie politique. Elle était très contestée au sein de son parti. Elle quittait souvent la réunion plénière pour aller téléphoner. À l'époque, il n'y avait pas encore de mobiles. Et cette conférence, je crois, a duré trois jours. Et elle a fait un aller-retour à Londres. Douglas Hurd, son ministre des Affaires étrangères est resté sur place, mais elle est rentrée à Londres pour se défendre. Et il y a eu un vote au sein de son groupe parlementaire, qu'elle avait gagné de justesse, mais tous les observateurs estimaient que c'était insuffisant pour demeurer à la tête de son parti. Et c'était donc le début de la fin. Elle est revenue à Paris pour la fin de la conférence. Et après, je crois une semaine après, elle a dû donner sa démission. Donc c'était aussi un peu poignant parce qu'on avait une certaine sympathie pour madame Thatcher, quelles que soient ses idées parfois un peu obtuses et radicales.

Et à la conférence, au bout d'un certain moment, on m'a donné la parole et, en lisant le texte qu'il fallait approuver, j'avais eu l'idée de proposer qu'on ajoute une quatrième corbeille aux trois corbeilles existantes. Parce que j'étais très frappé par cette conférence, c'était la conférence du monde blanc. C'était l'hémisphère du nord, l'Union soviétique, l'empire soviétique et le monde occidental, «the free world». Et les pays en voie de développement criaient, à juste titre, que la fin de la guerre froide allait évidemment intensifier la coopération dans l'hémisphère nord au détriment de la coopération avec les pays en voie de développement. Et j'avais donc proposé qu'on ajoute une quatrième corbeille insistant sur la nécessité de développer une suffisante synergie avec les pays du tiers-monde. À partir non seulement de l'Occident, mais maintenant à partir de et l'Occident et l'est réuni dans une même démarche. Et on trouvait ça une bonne proposition. Et par après, Gorbatchev m'a envoyé son collaborateur, Zagladine, qui m'a demandé mon texte, ce que j'ai fait. Et puis, ça n'a pas été très confirmé par après. Enfin, chacun y est allé de sa propre politique de coopération, mais je crois que c'était une idée à la fois généreuse et judicieuse.

La Charte de Paris est un document important. Et je me souviens de l'intervention de Gorbatchev qui a dit « Voilà, on tire l'échelle, on ferme les rideaux. Nous allons, avec vous, partager les mêmes valeurs humaines. » Il n'a pas parlé de la démocratie, de la tolérance, de la liberté d'opinion. C'était assez émouvant je dois dire, oui.

[**Étienne Deschamps**] Et pourquoi, selon vous, le président Mitterrand a-t-il tenu à donner un tel lustre à cet événement, à cette réunion ? Est-ce qu'il tenait à marquer en quelque sorte dans l'histoire son rôle dans ce processus de rapprochement, de détente entre l'est et l'ouest d'après guerre froide ?

[**Mark Eyskens**] J'en suis tout à fait convaincu. D'abord, les Français aiment le lustre. Ils ont d'ailleurs l'infrastructure, ils ont l'héritage du passé, finalement. Mais monsieur Mitterrand lui-même avait joué un très grand rôle dans la fin de la guerre froide. Il est quand même un architecte de la dynamique qui finalement a conduit au traité de Maastricht. Il a géré, et bien, l'élargissement de l'Union et donc il avait un très grand prestige à l'époque. Et on était bien contents qu'il nous reçoive de telle manière. D'ailleurs, un peu auparavant, nous avions signé un accord de désarmement avec l'Union soviétique. Avec encore une petite alerte, car les services d'espionnage et d'intelligence nous avaient rapporté que les Russes, décidés à signer le traité de désarmement où il fallait détruire une partie de l'armement conventionnel, à savoir les chars, des dizaines de milliers de chars, que les Russes étaient en train de simplement déplacer

leurs chars de l'autre côté vers l'autre versant de l'Oural, pour bien les cacher à l'ombre. Alors, à un certain moment, les Américains ont accusé « Oui, mais enfin, ils sont en train de tricher. » On n'a pas trop insisté, parce qu'on savait que ces chars étaient déjà dépassés par les nouveaux modèles américains. On a laissé faire, et on a signé ce traité. On l'a encore rappelé maintenant que monsieur Obama vient de négocier et de signer un nouveau traité avec la Russie, oui. C'était un peu déjà un début quand même d'une dynamique qui est importante : le désarmement contrôlé et réciproque, oui.

## 8. La négociation du traité de Maastricht sur l'Union européenne

[**Étienne Deschamps**] En février 1992, vous avez signé en tant que ministre des Affaires étrangères pour la Belgique, vous avez signé le traité de Maastricht. Quel bilan, 20 ans plus tard, tirez-vous de ce traité ? Quelle valeur lui attribuez-vous, avec le recul, dans l'histoire ou dans l'évolution de la construction européenne ?

[**Mark Eyskens**] Une valeur absolument fondamentale. Maastricht est le deuxième traité en importance après celui de Rome. Le traité de Rome est évidemment un traité fondateur. Le traité de Maastricht est le traité qui est venu exactement au bon moment après la fin de la guerre froide. Qui contient ce compromis historique entre, d'une part, l'élargissement et, d'autre part, l'introduction de l'euro et de l'union monétaire. Bien entendu, par après, il s'est avéré que la gestion d'une Europe élargie n'est pas une chose simple et que même le maintien d'une Union européenne sans une suffisante coordination des politiques économiques reste une entreprise vulnérable. Et donc, il faut tirer les leçons du traité de Maastricht.

On a essayé par après par des traités successifs, qui étaient beaucoup moins impressionnants : Amsterdam, Nice, la convention qui était quand même une très grande entreprise mais qui malheureusement a quand même partiellement raté. Il en est sorti le traité de Lisbonne. Il faut voir maintenant ce que ça donne. Lisbonne, je crois, est un instrument utile, mais il faut l'utiliser. Donc tout est ouvert mais, depuis lors, évidemment, il y a eu de très nombreux nouveaux défis: une mondialisation radicale, tous les marchés sont devenus des marchés mondiaux, la concurrence mondiale est devenue oligopolistique, les délocalisations, les problèmes climatiques.

Et les handicaps de l'Europe évidemment : une population vieillie par rapport aux pays émergents et cette évidence que les Européens n'entendent souvent pas très facilement ou refusent simplement d'entendre et faire face aux évidences. Dans 20 ou 30 ans, nous serons entre 9 et 10 milliards sur cette planète, dont seulement 5 % d'Européens. Il faudra donc travailler et vivre avec 95 % de non-Européens sur notre petite planète bleue. C'est un immense défi mental, psychologique, économique, scientifique et, bien entendu, politique. Et là, je crois que oui il faut réfléchir aux conséquences, aux leçons, et à l'organisation de l'Europe, ça c'est évident. Le traité de Lisbonne n'est pas le dernier.

[**Étienne Deschamps**] Est-ce que vous vous souvenez, dans le cadre de la négociation du traité de Maastricht, du fameux lundi noir pour la présidence néerlandaise, tiraillée, si je puis dire, entre les tenants d'une Europe supranationale, dont la Belgique peut-être, vous allez nous le dire, et ceux qui, au contraire, étaient plutôt favorables à une Europe strictement intergouvernementale ? Comment les Néerlandais se sont-ils sortis de ce mauvais pas diplomatique ?

**[Mark Eyskens]** Mal, et ça a fait très mal aux Pays-Bas. Je connaissais bien mon collègue hollandais, Hans van den Broek, qui était un ami. Je le vois encore de temps en temps. On avait d'excellentes relations. Nos épouses aussi. Mais j'étais un peu étonné quand même, les Pays-Bas ayant la présidence tout d'un coup ont sorti un papier qu'il a présenté ce fameux lundi avec un contenu qui pour moi théoriquement était magnifique, c'était un peu l'Europe idéale, une pyramide vraiment fédérale où le niveau intergouvernemental était réduit à la portion congrue dans une dynamique de disparition totale, donc d'intégration totale, mais les autres autour de la table, surtout les grands pays, trouvaient cela évidemment tout à fait excessif et surtout totalement inattendu et non préparé. Et donc, il y a un tour de table qui était très négatif. Moi, j'étais le seul à un peu épargner monsieur van den Broek en disant «Voilà, c'est très intéressant ce que vous dites, mais c'est peut-être un peu prématuré. C'est une note qu'il faut peut-être ressortir d'ici quelques années.» Mais pour lui, ça a été un camouflet. Et donc, dans son propre pays, dans son Parlement, on a dit qu'il avait mal manœuvré, qu'il n'avait pas assez préparé le terrain, qu'il avait été naïf. Et c'est entré dans l'histoire de la diplomatie hollandaise comme le «black Monday», «de zwarte maandag», oui.

**[Étienne Deschamps]** Mais, deux questions, deux sous-questions : comment, selon vous, comment est-ce possible que quelqu'un qui était compétent et expérimenté et bien conseillé ait pu commettre cette erreur d'appréciation, d'une part, et, d'autre part, comment se fait-il qu'il n'y ait pas eu, semble-t-il, un minimum de concertation ne fût-ce qu'entre les trois pays du Benelux ? Est-ce que c'était pour vous une surprise totale ?

**[Mark Eyskens]** Oui, c'était une surprise totale. À vrai dire, à l'époque déjà, le Benelux avait quelques problèmes de fonctionnement. Monsieur Lubbers était le premier ministre des Pays-Bas et, je me souviens, je l'ai décrit aussi dans certains de mes livres, on avait toujours l'habitude, les Beneluxiens, de se réunir avant le Conseil des ministres européens qui, en général, commençait à 10 heures. On prenait un petit déjeuner ensemble, à 8h30. Alors on parlait des points à l'ordre du jour et d'éventuellement une attitude commune à adopter dans certains dossiers. 1) On remarquait depuis de nombreuses années que les Hollandais étaient quand même très orientés vers les positions britanniques et que 2) monsieur Lubbers nous disait parfois d'une manière assez hésitante « J'ai peu le temps avec vous parce que j'ai un rendez-vous avec mon collègue britannique, avec madame Thatcher, ou avec le chancelier allemand. » Enfin, il voulait se faire valoir en nous disant qu'il avait des contacts avec les grands acteurs de l'Europe. Alors il avalait son sandwich et nous quittait. Ça faisait mauvaise impression. En plus, en Belgique, mes collègues francophones étaient moins chauds pour ces réunions beneluxiennes où, la plupart du temps, on parlait néerlandais. Et donc tous ces éléments ont fait que van den Broek n'a pas consulté les Beneluxiens. Et il s'est lancé. Il croyait sans doute qu'il y avait un climat favorable. Il a commis une erreur de jugement, c'est exact, oui.

**[Étienne Deschamps]** Le traité de Maastricht, vous venez de nous le dire, est cher à vos yeux. Vous vous êtes beaucoup impliqué, vous avez beaucoup bataillé pour que ce traité soit mené à bonne fin, soit signé, soit ratifié et appliqué. Que pensez-vous, qu'avez-vous pensé, des difficultés de ratification dans certains pays par rapport à ce traité ? Autrement dit, du fossé qui sépare les élites dirigeantes, les élites politiques, d'une certaine opinion publique et, d'une façon plus générale, que pensez-vous de ce qu'on appelle le « déficit démocratique » en Europe ?

**[Mark Eyskens]** Oui, on l'a constaté également avec la convention où cela a complètement foiré. Même des pays fondateurs ont rejeté la convention. Alors là, c'est une des plaies ouvertes de l'Europe, une plaie qui s'est encore élargie si je peux employer ce terme depuis 20 ou 30 ans.

Au début, c'était l'enthousiasme, n'est-ce pas, l'après-guerre. C'était la réconciliation entre les deux ennemis héréditaires, la France et l'Allemagne. Mais depuis lors, tout ça est dépassé par les événements et donc, en effet, on constate cette espèce de divorce entre les élites et la population.

Moi, je vais encore de temps en temps au Parlement européen. J'ai été assez bien jadis quand j'étais ministre. J'étais toujours édifié par le Parlement européen, bien qu'il contienne plus de 750 membres, c'est bien organisé, les débats sont sérieux, beaucoup plus sérieux que dans nos parlements nationaux. Ils travaillent bien, et la Commission et le Parlement européen décident quand même à peu près de 70 % des décisions que nous prenons dans nos pays nationaux et qui sont dérivées de décisions européennes. Le citoyen ne s'en rend pas compte. Les élections européennes se passent en général dans la plus grande indifférence. Les médias rendent très peu les débats européens. Vous faites un effort mais, quand même, ça laisse beaucoup à désirer. Il y a un excellent programme, c'est Euronews, etc. Moi je suis ça régulièrement. Mais quand même... On parle d'un déficit démocratique, mais je crois qu'il y a davantage un déficit d'information. Et comme il y a un déficit d'information, la démocratie européenne fonctionne mal.

Sur le plan de la représentation démocratique, il ne faut pas se plaindre : il a 750 députés européens. Il y a, dans les 27 pays membres, des parlements. J'ai une fois fait l'addition : en moyenne, il y a dans chaque pays entre 200 et 300 parlementaires, à 27. Donc on arrive facilement à 6 000, 7 000, 8 000 parlementaires. Dans chaque parlement, il y a des commissions qui s'occupent de l'Europe. Donc on ne peut pas dire qu'il y ait sous-représentation démocratique. Mais il y a un désintéressement parce que, d'abord, l'Europe est un peu loin des soucis quotidiens du citoyen européen. Enfin c'est l'impression qu'il a. La vérité est le contraire.

Et donc, il y a pas mal de lacunes. Il faut d'abord, je crois, davantage insérer l'enseignement de l'Europe, de son passé et de son présent et surtout de son avenir dans les programmes éducatifs. Ça c'est une grave lacune. Il faut que la presse aussi soit beaucoup plus orientée vers l'Europe. Évidemment, les médias audiovisuels, surtout la télévision, il y a un très gros effort à faire. Je dois dire qu'en Belgique, il y a quelques mois, avec la nomination de notre premier ministre monsieur Van Rompuy comme président, ça a fait un malheur médiatique. Pendant plusieurs semaines, ça a mobilisé les Belges. Les Belges étaient fiers quand même. Et donc l'ancienne idée de faire élire au suffrage universel un président européen, ce n'est pas une mauvaise idée si on veut vraiment mobiliser l'opinion publique européenne. Mais ça implique d'autres conséquences. Je ne vois pas très bien un président européen issu d'un petit pays devenir plus important que le président de France ou le chancelier de l'Allemagne. Il faut dire que l'Europe reste évidemment une Europe composée de nations. Je ne veux pas réduire l'importance des nations sur le plan historique, mais il faut songer à l'avenir. Je persiste à croire qu'une Europe définie en termes purement géographiques est un concept de plus en plus dépassé, et que la nation également est un concept romantique mais qui ne colle plus sur la réalité mondiale du 21<sup>e</sup> siècle.

## 9. L'évolution institutionnelle de l'Union européenne

[Étienne Deschamps] Mais est-ce que, là en l'occurrence vous avez évoqué l'expression d'argument d'autorité, est-ce qu'il n'est pas un peu triste dans ce genre de circonstances que

l'Europe soit un peu présentée comme l'argument massue, le bouc émissaire, le prétexte?

**[Mark Eyskens]** Oui, c'est vrai, c'est vrai. Nous ouvrons au niveau national souvent le parapluie européen pour défendre les mesures impopulaires, c'est exact. Évidemment, dans la mesure où on devient une fédération, il est évident que le sommet de la fédération, la Commission européenne, porte aussi une très grande responsabilité. Et il faut toujours expliquer aux gens que 70 % des mesures que nous prenons sont directement ou indirectement dérivées des directives ou des décisions européennes. L'Europe existe. Elle est bon marché en plus. Elle coûte finalement très peu au contribuable. Les gens croient que l'Europe, c'est le gaspillage et que l'argent coule dans tous les sens. Ce n'est pas vrai. L'Europe, finalement, le budget européen, il représente 1,0 et des broutilles alors qu'aux États-Unis, qui sont aussi une grande fédération, le budget fédéral représente 27 % du PIB. Donc l'Europe, finalement, jusqu'ici, est bon marché.

**[Étienne Deschamps]** Mais comment dans ces conditions expliquer alors que l'Europe soit dans le meilleur des cas méconnue d'une majorité de nos concitoyens, dans le pire des cas critiquée et accusée de tous les maux. On parle de déficit démocratique, de manque d'information, de communication qui passe mal. Comment est-ce possible ?

**[Mark Eyskens]** Il n'y a évidemment pas de déficit démocratique. Nous avons un Parlement européen élu au suffrage universel qui compte près de 750 députés. Nous avons dans les 27 pays 27 parlements élus démocratiquement. Un jour j'ai fait le calcul : je crois qu'on dépasse les 10 000 députés. C'est une armée. Or, dans tous ces parlements nationaux, je parle de la Belgique où je connais bien la situation, dans le Parlement fédéral, nous avons une commission européenne qui se réunit régulièrement (deux-trois fois par mois), où on examine les dossiers européens. Donc tous ces parlements sont associés à l'Europe. Et le traité de Lisbonne donne un nouveau pouvoir aux parlements nationaux.

Donc, à mon avis, il n'y a pas de déficit démocratique, mais il y a un déficit d'information, ça c'est vrai. Les gens ne savent pas assez ce qui se passe au niveau européen. C'est évidemment très complexe, les problèmes sont très techniques. Il y a ce qu'on appelle, ce que moi j'appelle l'«onitude», le règne de «on» : «on» décide, «on» gouverne, «on» administre. Et «on» est un pouvoir impersonnel. Qui fait quoi en Europe? Nous avons un président, mais malheureusement ce n'est pas le président de l'Europe. Monsieur Van Rompuy est le président du Conseil européen. C'est autre chose. Et il y a les commissaires, et il y a un ministre des Affaires étrangères de l'Europe, mais qui ne peut pas dire son nom. Qui est le haut représentant, etc. Tout cela est extrêmement ambigu et ça confond les gens aussi. Et donc, ce qui manque, c'est la clarté, c'est l'information, ce qui mine aussi la crédibilité, oui.

Mais quelle est l'alternative ? Mettre fin à cette immense entreprise européenne qui est quand même une césure dans l'histoire de l'Europe, de notre vieux continent ? Non, n'est-ce pas, non, jamais jamais jamais. Et donc, il faut poursuivre bon an mal an, il faut de temps en temps se ressaisir.

Moi, depuis plusieurs années, je préconise un peu un modèle institutionnel différent de l'Europe, c'est-à-dire une Europe que j'appelle une «Europe saturnienne» en me référant à la planète Saturne, avec une grosse planète au milieu et des anneaux autour. Avec donc un noyau constitué de pays qui s'intègrent suffisamment sur le plan économique et financier et monétaire, les pays importants de l'union monétaire ou les pays qui suivent les normes, entre autres les normes de Maastricht, et puis des anneaux autour avec des pays qui sont en voie d'intégration,

avec un mécanisme d'intégration convergente. C'est ainsi que de nouveaux pays pourraient être installés provisoirement sur un anneau extérieur.

C'est aussi une formule qui pourrait désamorcer la difficulté turque. Quel est le statut qu'il faut donner à la Turquie ? Il ne faut pas repousser la Turquie, parce que sinon la Turquie risque de verser dans le camp fondamentaliste. Ce n'est pas dans notre intérêt. Par contre, mettre la Turquie dans le noyau de l'Europe est difficile aussi, parce qu'ils doivent encore faire beaucoup de chemin, parce que leur histoire est quand même un peu différente de la nôtre, etc. Donc il faut permettre à la Turquie de s'adapter. Ça peut prendre 10, 15, 20 ans, mais il faut que la Turquie puisse intégrer la grande famille européenne.

**[Étienne Deschamps]** Et en quoi le projet saturnien que vous évoquez est-il différent des cercles concentriques qu'en son temps Jacques Delors, Édouard Balladur aussi, ont évoqué ? C'est un peu la même idée de regroupement, de couches, si je puis dire, de strates.

**[Mark Eyskens]** C'est un peu la même idée. Évidemment, la formule de Jacques Delors était une formule d'avant la chute du mur de Berlin et l'élargissement. Où, pour lui, les cercles concentriques étaient des cercles qui allaient se réduire très rapidement. C'étaient des cercles qu'on allait pouvoir supprimer rapidement. Maintenant, la convergence sera beaucoup plus lente et plus difficile. En outre, aujourd'hui, avec cette grande Union avec 27 pays, la prise des décisions évidemment, dans une Europe saturnienne, pose problème : comment faire voter les parlementaires, comment décider autour d'un Conseil des ministres. Donc il faut y réfléchir. Ce n'est pas simple. Maintenant, c'est devenu beaucoup plus compliqué. Mais de toute manière, une Europe où on traite tout le monde de la même manière alors que les situations sont tellement divergentes est une Europe qui ira toujours au-devant de tensions de plus en plus grandes. C'est cela qu'il faut éviter.

**[Étienne Deschamps]** Est-ce que le mécanisme des coopérations renforcées ne permet pas de, je n'ose pas dire de résoudre, mais en tout cas déjà de solutionner partiellement...

**[Mark Eyskens]** La coopération renforcée est une bonne formule, c'est évident, oui. Ça peut aider, mais on l'applique très peu. Enfin de facto on peut dire que l'union monétaire est une forme de coopération renforcée, mais dans les autres domaines, par exemple la défense, on ne voit pas venir grand-chose.

**[Étienne Deschamps]** Et est-ce que, en avance sur son temps, le Benelux n'a pas fait, sans le dire ou sans le savoir, de la coopération renforcée ?

**[Mark Eyskens]** Oui oui oui. Oui, tout à fait. Oui, sûrement. C'est en cela que le Benelux a été pionnier. Oui, sûrement.

**[Étienne Deschamps]** L'Union européenne, depuis quelques années, a connu des phases de recul, des difficultés incontestables. Est-ce que, selon vous, au-delà d'un fait, je dirais, ponctuel voire anecdotique, cette proximité quasi parfois amicale ou familiale entre certains des dirigeants européens au fil des élargissements successifs de l'Union, est-ce que vous pensez que c'est une, parmi bien d'autres sans doute, une des causes de ces difficultés ? Le fait que les dirigeants européens se connaissent moins, ne se connaissent plus, ne se connaissent plus en tout cas à un tel niveau de, presque, d'amitié ou d'intimité.

**[Mark Eyskens]** C'est tout à fait vrai. On est 27 aujourd'hui. J'imagine que d'ici 5 ou 10 ans,

si tout va bien, on va intégrer certains pays des Balkans. On sera donc 32, 33, 34 membres. Nos réunions ministérielles aujourd'hui, c'est la réunion d'un parlement. Et donc oui, on peut évidemment avoir un peu des, j'allais presque dire, des liaisons particulières avec certains ministres, mais pas avec tout le monde.

Mais de mon temps, quand nous étions 12 autour de la table, surtout dans la formule Gymnich donc des réunions confidentielles sans collaborateurs, c'étaient des conversations extrêmement amicales. On pouvait se permettre de dire «Voilà, je suis d'accord avec vous, mais il faut comprendre, c'est une position que je ne peux pas défendre dans mon propre Parlement parce que j'ai des nationalistes ou j'ai des anti-européens dans mon Parlement. Bon il faut en tenir compte.» Mais on disait ce qu'on pensait. Ça n'est plus possible dans une Union tellement lourde.

Et donc, la question de savoir si on ne passe pas vraiment à un fédéralisme suffisamment évolué un peu à l'américaine (l'Amérique est quand même constituée de 50 États, mais enfin c'est une vraie fédération avec une forte influence de Washington), si on n'opte pas pour un modèle, j'allais presque dire, à l'américaine, s'il ne faut pas une autre formule pour l'Europe. Donc une Europe à cercles concentriques que moi j'appelle le «modèle saturnien» : une grosse planète au milieu, Saturne, et les anneaux autour, mais des anneaux convergents, qui permettent aux pays de se mettre en une dialectique, une dynamique de convergence, de sorte que la grosse planète puisse en effet devenir de plus en plus cohérente et avoir une politique de plus en plus unifiée, par exemple autour d'une union monétaire avec une gouvernance économique et budgétaire et fiscale suffisamment cohérente. Oui ça c'est, à mon avis, le grand défi pour l'avenir.

[**Étienne Deschamps**] Monsieur Eyskens, vous avez été témoin, dans le cadre de vos fonctions politiques, de nombreuses présidences tournantes du Conseil des Communautés européennes. Est-ce que vous faites partie de ceux qui, aujourd'hui, disent ou croient que le traité de Lisbonne, en instituant un président permanent du Conseil européen, en l'occurrence Herman Van Rompuy pour le moment, mais en même temps un haut représentant pour les Affaires étrangères, Catherine Ashton, est-ce que vous êtes de ceux qui croient que le traité de Lisbonne a réduit de facto l'importance des présidences semestrielles ?

[**Mark Eyskens**] Ça c'est évident. C'était bien l'idée aussi, bien que je persiste à croire que les présidences nationales ont leur utilité, et donc je trouve que le traité de Lisbonne est arrivé à un compromis non seulement honorable mais utile. Supprimer complètement les présidences nationales, pour moi, c'eût été une erreur, car la présidence nationale mobilise un pays. On essaie quand même de bien faire, on essaie, s'il y a moyen, d'éviter une crise ministérielle, on essaie d'être constructifs et d'avoir des idées et de faire avancer les dossiers. Il y a certaines présidences qui sont une réussite totale, il y en a d'autres qui échouent lamentablement. Mais enfin, cette motivation, je crois, est excellente et puis comme on est 27 évidemment, une présidence de six mois, il faut quand même treize ans avant qu'on en revienne à la présidence chacun à tour de rôle. Non, je crois que c'est une bonne formule. Mais il faut évidemment que les trois personnages principaux, maintenant le président du Conseil, en l'occurrence monsieur Van Rompuy, le haut représentant qui est notre ministre des Affaires étrangères européen, madame Ashton, et le président en exercice, s'entendent bien, non seulement sur le contenu des dossiers mais aussi sur des aspects un peu plus légers, à savoir les préséances : qui représente qui à quelle réunion, parce qu'il y a de nombreuses réunions internationales. Qui va à Washington pour représenter l'Europe quand on parle désarmements, etc. Et parfois ça donne lieu à des frictions un peu ridicules. Mais quand même, oui, ce n'est pas simple et, vu de l'extérieur, je comprends les Américains, la fameuse remarque de Kissinger « Quel est le

numéro de téléphone ? À qui dois-je m'adresser ? » Aujourd'hui, c'est un peu plus profilé, mais enfin il y en a toujours trois, au moins trois, plus encore le président du Parlement, qui joue aussi un rôle important. Donc oui, ce n'est pas encore assez simplifié, c'est vrai.

[**Étienne Deschamps**] Et si on se projette dans les semaines ou dans les mois qui viennent, croyez-vous que le fait que le président permanent, monsieur Van Rompuy, et le premier ministre de Belgique, puisque la Belgique assurera la présidence à partir du 1<sup>er</sup> juillet, le fait qu'ils viennent du même pays, de la même région, du même parti, va jouer un quelconque rôle dans, précisément, ces arrangements, si je puis dire, cette bonne entente en matière de préséances, d'organisation de l'agenda, de sens commun à adopter pendant six mois au minimum ?

[**Mark Eyskens**] Ça peut faciliter les choses, sûrement. Mais il y a aussi un danger : il faut que monsieur Van Rompuy, en tant que président du Conseil, ne donne pas l'impression qu'il redevient Belge. Moi, j'ai vécu ça dans un contexte un peu différent avec monsieur Jacques Delors, qui était un excellent président de la Commission, et qui était déjà en fait le président de l'Europe. Mais, de temps en temps, il y avait des rumeurs comme quoi monsieur Delors était trop influencé par son gouvernement, qu'il assistait encore de temps en temps à une réunion de son parti. Ça, monsieur Van Rompuy ne le fait pas, je peux vous le jurer. Moi, je vais aux réunions de mon parti, les démocrates-chrétiens, mais Van Rompuy n'y paraît plus, ça c'est terminé. Mais oui, il est évidemment très exposé, et donc il ne peut pas donner l'impression qu'il est de connivence avec le premier ministre belge ayant la présidence tournante de l'Union, ça c'est clair. Il devra prendre ses distances, oui, sûrement.

## 10. Politique et organisation de la Belgique en matière européenne

[**Étienne Deschamps**] Vous vous êtes toujours présenté et vous vous présentez toujours comme un fédéraliste européen. Qu'est-ce que cela signifie ?

[**Mark Eyskens**] «Fédérer» veut dire «mettre ensemble», alors que, souvent, en Belgique, quand on parle de fédéralisme, on vise le contraire. À vrai dire, le fédéralisme est une forme concrète de la subsidiarité. Moi, j'ai assisté à une réunion lors de la présidence irlandaise, je crois en 1990 ou 1991, à Parknasilla, une petite baie sur la côte ouest de l'Irlande, très charmante, avec un microclimat, dans un ravissant hôtel. Nous étions en train de préparer le traité de Maastricht et l'on butait sur, principalement, la résistance britannique, mais aussi d'autres pays, le transfert de pouvoirs et de compétences vers, disons, le niveau supranational, et on était vraiment dans l'impasse. Et puis, il y a eu un moment de grâce : Jacques Delors, qui était le président de la Commission, nous a dit «Voilà, moi, j'ai milité dans les syndicats chrétiens quand j'étais jeune et j'ai suivi à une école supérieure un cours consacré à l'enseignement social de l'Église.» Moi, j'avais suivi à peu près le même cours à l'université de Louvain. C'était un cours à option, mais je m'étais inscrit et, dans ce cours, on expliquait en général les encycliques sociales de l'Église, dont l'encyclique Quadragesimo Anno, publiée à la fin des années 30 lors du quarantième anniversaire de l'encyclique sociale principale de l'Église, de Léon XIII, Rerum Novarum. Et dans cette encyclique, et Jacques Delors l'a rappelé, on parlait de la subsidiarité. Mais ce que l'Église visait, c'étaient les rapports entre l'enseignement libre et l'État. Et le principe était de dire «Il faut respecter l'initiative privée au niveau de l'enseignement libre mais, en cas de nécessité, si le privé ne parvient pas à faire ce qu'il devrait faire, l'État doit intervenir.» «Eh bien», a dit Jacques Delors «Nous allons

appliquer ce principe de la subsidiarité aux relations entre le niveau supranational en Europe et le rôle des États membres.» Mais, il l'a bien expliqué dès le début, la subsidiarité est donc une dynamique et un mécanisme à double sens, avec un transfert de compétences vers le haut, si nécessaire, et un transfert de compétences vers le bas, si souhaité. Et donc, c'est cette dynamique-là qu'on a concrétisée.

Et donc, il y a un article dans le traité de Maastricht qui parle très très explicitement de la subsidiarité. Et, depuis lors, on a consacré beaucoup de thèses de doctorat et de publications à ce principe qui est un principe essentiel et qui est concrétisé dans ce qu'on appelle le fédéralisme européen. Maintenant, je suis suffisamment réaliste : je constate que l'Europe n'est pas encore une fédération comparable aux États-Unis, par exemple, ou comparable à l'Allemagne. Et je dis donc souvent «L'Europe est une mixture d'une structure verticale intégrée, qui est donc fédérale, mais aussi de compétences qui sont restées horizontales et intergouvernementales et qu'on peut considérer comme étant confédérales.» Et donc l'Europe est une croix, qu'il faut d'ailleurs parfois porter. Et donc une espèce de synergie entre des éléments confédéraux et des éléments fédéraux. Et d'aucuns disent que la Belgique au fond est comparable aussi au niveau microcosmique de ce compromis.

**[Étienne Deschamps]** Et est-ce que vous avez, au cours de votre carrière, singulièrement en tant que ministre des Affaires étrangères, pu prendre des initiatives pour favoriser et pousser plus loin le caractère supranational de l'Europe en construction ?

**[Mark Eyskens]** Bien entendu. Par exemple, l'union monétaire. Mais là, étant donné aussi le caractère de l'objet, à savoir créer une seule monnaie dans une zone monétaire, on l'a limité à des pays qui voulaient s'y inscrire. Donc c'était un exemple, déjà un peu avant la lettre, de la coopération renforcée. Mais il est évident que l'union monétaire est un élément d'intégration.

Je dis aujourd'hui très clairement, étant donné les incidents et les graves problèmes que l'on a rencontrés entre autres avec la Grèce et d'autres pays, que l'union monétaire, d'une manière évidente, n'est pas suffisante dans son fonctionnement et dans ses structures, et qu'il y a donc une lacune, un déficit d'intégration. Il n'y a pas assez de gouvernance économique, fiscale, et budgétaire, ça c'est clair. Vous savez, ce fédéralisme européen est une mécanique extrêmement délicate, et y mettre le doigt mais refuser d'y mettre son bras conduit à des incohérences qui, dans un monde globalisé, se vengent parfois. Donc c'est l'un ou l'autre, c'est presque tout ou rien. Et en Europe, aujourd'hui, le constat est évidemment assez critique et négatif, il s'avère maintenant qu'on n'a pas le choix, qu'il faut aller plus loin sur la voie de l'intégration, sinon on risque un démembrement de ce que l'on a construit pendant 50 ans.

**[Étienne Deschamps]** Et cet engagement pro-européen et fédéraliste, favorable donc à une Europe supranationale, est-ce que vous croyez qu'il y a une unanimité au sein de la classe dirigeante en Belgique par rapport à cela ou au contraire avez-vous dû parfois batailler au sein des gouvernements dont vous faisiez partie pour imposer ou en tout cas pour faire valoir, ce point de vue ?

**[Mark Eyskens]** Non, de mon temps, tout le monde était gagné à la cause d'une intégration beaucoup plus poussée. Avant, si je peux un peu remonter le courant de l'histoire, après la guerre, au début de l'aventure européenne, le plan Schuman, etc. les phases successives, moi j'ai découvert dans les archives, ce qu'on appelle les documents diplomatiques, quand même, des notes émanant de certains premiers ministres belges, qui tenaient un discours que l'on appellerait aujourd'hui «souverainiste», très réticent par rapport à des formes d'intégration qui

impliquaient un abandon de souveraineté. Mais tout cela est dépassé aujourd'hui pour la simple raison que nous estimons, ceux qui veulent défendre notre pays, que l'intégration européenne exerce une contrainte pour que la Belgique reste un État membre cohérent. C'est un peu pour nous aussi une garantie contre la dislocation de notre propre pays, soyons clairs.

**[Étienne Deschamps]** Alors vous avez beaucoup connu, bien connu et beaucoup fréquenté le roi Baudouin. Quelle était son attitude et son intérêt, sa position, par rapport aux questions internationales et, en l'occurrence, européennes. Craignait-il, par exemple, une certaine perte de souveraineté du pays ou, je dirais, là aussi un recul par rapport à ses prérogatives institutionnelles ?

**[Mark Eyskens]** Non. Non, nullement. Le roi Baudouin était très très très Européen. Il trouvait ça une formidable aventure, une entreprise historique et colossale. Il avait le sens de l'histoire, le roi Baudouin. Il se rendait compte que c'était vraiment une mutation de l'histoire européenne et donc, moi, je n'ai jamais entendu de réticence de la part du roi Baudouin. Au contraire, il trouvait que la Belgique devait jouer un rôle important, un rôle d'orientation, de direction au sein de l'Europe. Et il soutenait tous ceux qui œuvraient à la consolidation de l'intégration européenne, sûrement.

**[Étienne Deschamps]** Nous avons beaucoup parlé de la Belgique, parlons maintenant, si vous le voulez bien, d'un point un peu singulier, souvent assez peu connu du grand public, qui est celui que j'appellerais la diplomatie parlementaire. Vous avez été longtemps membre, au sein du Parlement, à la Chambre, de commissions des Finances, commissions des Affaires étrangères, commissions des Affaires européennes. Vous avez été rapporteur, co-rapporteur du traité de Maastricht, du traité d'Amsterdam. Dans l'ensemble, comment jugez-vous, je dirais, l'intérêt et le niveau de connaissance des parlementaires nationaux, singulièrement des députés belges à l'égard des questions européennes ?

**[Mark Eyskens]** Les questions européennes, je les trouve passionnantes. Au Parlement, ceux qui s'y intéressent sont limités en nombre mais ce sont des passionnés, ce sont des gourmets. Et nous avons depuis très longtemps au Parlement une commission pour les Affaires européennes. Là, les discussions sont extrêmement intéressantes, ouvertes. Il y a beaucoup moins de démarcation entre les partis politiques. On peut avoir un débat extrêmement ouvert et donc, moi, j'allais avec beaucoup beaucoup de plaisir à ces réunions. Et c'était aussi instructif, parce que ces membres-là du Parlement, disons sur 150 une vingtaine, vingt-cinq, étaient en général des gens qui voyageaient beaucoup. Souvent, ils étaient en même temps membre du Conseil de l'Europe à Strasbourg ou de l'Assemblée parlementaire de l'UEO. Et donc bien au courant des aspects internationaux de l'intégration européenne. Et on avait d'excellentes discussions, qui aidaient même les ministres à préciser leurs propres positions. Donc c'était un exercice extrêmement utile.

Au point que quand on a négocié la Convention européenne, à l'époque, j'étais le vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'UEO, j'avais proposé de créer à côté du Parlement européen une assemblée interparlementaire composée au second degré, pas élue au suffrage universel mais composée de délégations des parlements nationaux, pour s'occuper des problèmes intergouvernementaux. Je trouvais qu'il y avait une asymétrie. Le Parlement européen, par définition, s'occupe évidemment des matières vraiment communautaires, c'est son rôle. Mais tout ce qui est décidé par le Conseil des ministres européens au niveau intergouvernemental, on en décide dans les différents parlements nationaux, il y en a 27 pour l'instant, mais ce qui manque, c'est un socle commun. Alors créons une assemblée interparlementaire, ce serait aussi

donner une certaine satisfaction à ces parlementaires nationaux qui s'occupent de l'Europe, qui critiquent d'autres pays, qui disent en Belgique « Oui mais la position de la France est inacceptable, la Grande-Bretagne exagère. » Mais ça reste en vase clos. Et bon, l'idée était de valoriser l'Assemblée parlementaire de l'UEO. Moi-même, j'ai testé cette idée auprès de certains parlementaires européens, à commencer par les Belges. Bon, ils trouvaient ça tout à fait saugrenu et une espèce de lèse-majesté à l'égard du Parlement européen.

**[Étienne Deschamps]** Une concurrence déloyale ?

**[Mark Eyskens]** C'est ça, le Parlement européen ayant l'ambition de s'occuper aussi des aspects intergouvernementaux de la politique européenne. Mais à mon avis, et je n'ai pas modifié mon attitude, c'eût été une belle structure symétrique d'avoir aussi une assemblée interparlementaire pour les problèmes purement intergouvernementaux. Et on aurait un peu rencontré les frustrations des parlementaires nationaux.

**[Étienne Deschamps]** Alors, les parlementaires nationaux, vous me dites qu'ils sont assez peu nombreux, des gourmets, assez peu nombreux à s'intéresser de facto aux questions européennes. Est-ce que, selon vous, cela est dû au caractère technique des questions, des enjeux, des débats, ou, de façon un peu plus prosaïque, parce que ce sont des sujets, souvent des domaines d'action, qui sont peu vendeurs vis-à-vis d'un électorat local, régional ?

**[Mark Eyskens]** Vous avez parfaitement raison, c'est la deuxième raison qui est, je crois, la plus importante. Il est vrai que les problèmes européens sont techniques et demandent quand même un investissement intellectuel. Mais quand on s'occupe de l'Europe activement, on est envoyé à l'étranger, on passe plusieurs semaines par an au Conseil de l'Europe, à l'UEO. Il y a parfois des commissions qui voyagent. On est souvent absent. On perd le contact avec ses propres électeurs, son propre arrondissement. On n'a pas le temps de faire ses permanences et donc, oui, souvent l'électeur dit « Voilà, c'est bizarre on ne le voit plus. On ne va plus voter pour lui. » C'est cela, c'est malheureux dans un certain sens, mais oui, il y a un risque. Et donc souvent les parlementaires qui vraiment se spécialisent au niveau national dans les affaires européennes tôt ou tard ont l'ambition de devenir parlementaires européens.

**[Étienne Deschamps]** Quand vous étiez aux affaires, si je puis dire, au sein du gouvernement, vous avez même dirigé un gouvernement, comment la prise de décision en matière de politique internationale et en l'occurrence européenne, comment cette prise de décision s'opérait-elle ? Je pense à la coordination entre le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères, mais aussi les ministres techniciens (finances, agriculture) directement concernés par les questions européennes et éventuellement même le Palais royal... Comment tout cela se passait-il ?

**[Mark Eyskens]** Oui, il y a une règle non écrite en politique belge. C'est une très longue pratique en matière de politique étrangère : le gouvernement prend une décision et ce n'est que par après, ex post, que le Parlement accorde sa confiance, éventuellement sa méfiance, au gouvernement. Donc parfois on dit « Oui, mais le gouvernement place le Parlement devant un fait accompli » mais c'est la règle sinon on ne peut pas avancer.

Et donc, nous avons au sein de tous les gouvernements auxquels j'ai participé, il y en a treize, on avait un comité des Affaires européennes qui était au fond un comité de politique étrangère avec le premier ministre, le ministre des Affaires étrangères, le secrétaire d'État aux Affaires européennes, en général le ministre des Finances aussi, et d'autres ministres ayant des compétences européennes, parfois aussi le ministre de l'Agriculture. Et alors bon, on prenait les

décisions qui, le cas échéant, étaient entérinées par le Conseil des ministres en séance plénière. Et donc, en général, oui, parfois, il fallait discuter ferme parce qu'il y avait des intérêts aussi belges impliqués, des intérêts parfois économiques et sociaux. Je songe aux problèmes agricoles, par exemple.

Je songe aussi à quelques dissensions qui n'étaient pas tellement européennes, et qui avaient à voir quand même avec par exemple les conséquences de la chute du mur de Berlin. À un certain moment après novembre 89, quand on entendait la position de l'Union soviétique, Gorbatchev, mais surtout son ministre des Affaires étrangères Chevardnadze, disant « Voilà, on peut accepter la réunification des deux Allemagnes, mais il faudrait que l'Allemagne réunifiée devienne un pays neutre, dénucléarisé et désarmé, bien entendu, au centre de l'Europe. » Puisque le pacte de Varsovie était complètement démantelé, eux demandaient la même chose pour l'OTAN. Et donc, au sein du gouvernement Martens de l'époque, d'aucuns disaient autour de la table « L'attitude des Soviétiques est logique. Il faut la symétrie. » C'était plutôt, disons, ceux qui appartenaient à la mouvance gauche, gauchiste, avec les meilleures intentions. Il y avait une certaine logique dans ce raisonnement, mais tant les Américains que les Allemands eux-mêmes, Helmut Kohl, étaient très décidés à faire de l'Allemagne réunifiée un partenaire de l'OTAN. Et donc on a exercé de très fortes pressions sur l'Union soviétique. Ça a pris quelques mois. Et on a aussi promis à l'Union soviétique, promesse pas tellement bien tenue, d'aider Gorbatchev à restaurer aussi la solidité économique de son pays. Et Gorbatchev finalement a cédé et a accepté que l'Allemagne réunifiée devienne et membre à part entière de l'Union européenne à l'époque de la Communauté européenne et de l'OTAN. Mais il a fallu quelques débats au sein du gouvernement.

Autre moment de tensions au sein du gouvernement, c'était la guerre en Irak. La première guerre en Irak, où nous étions engagés avec les autres alliés de l'OTAN en envoyant nos dragueurs de mines dans le golfe Persique. Mais certains ministres autour de la table trouvaient qu'on allait trop loin. Qu'il fallait un soutien diplomatique, verbal, éventuellement financier. Et il y a un problème avec la Grande-Bretagne n'est-ce pas : les Anglais demandant que la Belgique participe militairement en mettant à la disposition des alliés aussi des stocks de bombes, ce que le ministre de la Défense de l'époque, qui était socialiste, a refusé. Donc le compromis que j'ai dû négocier avec mon collègue britannique Douglas Hurd était une compensation financière de la part de la Belgique. Et je me suis rendu à Londres avec un grand chèque symbolique que j'ai remis à Douglas Hurd devant les caméras à la télévision. C'était la contribution de la Belgique, mais ça a été très critiqué: on trouvait qu'on était peu courageux.

[**Étienne Deschamps**] Et quand il y a des dissensions de ce type au sein du gouvernement, qui fait, au stade ultime, l'arbitrage ? Le premier ministre ?

[**Mark Eyskens**] Le premier ministre, oui. Enfin, il y avait une majorité des ministres qui penchait dans le sens de la solidarité, ça c'est clair oui.

[**Étienne Deschamps**] En décembre 1990, vous avez participé à Rome à un fameux sommet de Rome qui a lancé en fait les deux conférences intergouvernementales qui sont traduites dans le traité de Maastricht ultérieurement. Et, à cette occasion, la délégation belge comptait à la fois des représentants du gouvernement fédéral, dont vous étiez en tant que ministre, mais aussi des représentants des régions. Est-ce que vous avez ressenti en cette occasion et a fortiori plus tard une influence de la régionalisation en Belgique en ce qui concerne sa représentation à l'extérieur ?

**[Mark Eyskens]** Pas encore à ce stade-là à Rome mais plus tard, évidemment, surtout dans les domaines largement transférés aux régions. Je me souviens d'un débat, je ne sais plus dans quel conseil, consacré à la Télévision sans frontières. Il y avait des réticences françaises, mais aussi en Belgique, parce que, particulièrement en Flandre, on craignait une inondation des ondes par des télévisions étrangères, françaises. D'aucuns criaient même le Luxembourg, et d'autres pays... Évidemment, les Américains. Et bon, il y avait un relent de protectionnisme culturel. Et donc il fallait négocier des positions que moi, en tant que ministre fédéral, je devais alors essayer de défendre.

Et j'ai constaté que parfois, dans certains dossiers, il n'y avait pas d'accord entre les régions, à vrai dire entre les communautés. C'était une matière des communautés. Et donc moi, je devais simplement m'abstenir, ce qui était un pis-aller. Moi, je l'ai dit très souvent, parce qu'un ministre qui ne peut pas prendre de position autour de la table ne participe pas aux débats. Donc on était inexistant. Depuis lors, je crois qu'on a un peu amélioré la procédure à la belge, c'est-à-dire que dans des matières vraiment régionalisées, ce n'est même plus le ministre fédéral qui défend la position de la Belgique, mais on alterne la présence de la Belgique (une fois le ministre flamand, une fois le ministre francophone). Mais jusqu'ici, il n'y a pas eu d'incident majeur. On négocie, on palabre et finalement on le fait, je crois, avec une certaine bonhomie.

**[Étienne Deschamps]** Peut-être parce que, fondamentalement, au-delà des clivages entre Région flamande et Région francophone, sur les questions européennes, il y a malgré tout un consensus assez largement partagé ?

**[Mark Eyskens]** Oui oui oui. Les accents sont évidemment quand même un peu diversifiés. Par exemple en matière de politique agricole, ça c'est évident. Il y a un chapitre par exemple « problèmes portuaires », ça concerne la Flandre et très peu la Wallonie, etc. Jadis, on avait des secteurs dits nationaux, évidemment avec des importances régionales tout à fait marquées. La sidérurgie, c'était largement concentré en Wallonie, etc. Et donc, il y avait parfois quand même des aspects communautaires mais enfin, là, à ce niveau-là, à ce niveau européen, on n'a jamais donné l'exemple de bagarres trop visibles autour de la table d'un Conseil des ministres européens.

## 11. La place de la Belgique et des autres petits États au sein de l'UE

**[Étienne Deschamps]** Vous faites allusion à des bagarres belgo-belges autour de la table européenne. Vous avez occupé les fonctions les plus importantes au sein de l'État. Comment, selon vous, un petit pays comme la Belgique peut-il ou doit-il défendre sa position, défendre ses intérêts dans une Union européenne de plus en plus élargie, 27 États membres aujourd'hui, et dans une Union européenne au sein de laquelle un directoire des grands, qui ne dit pas toujours son nom, peut, à échéance irrégulière, éventuellement émerger ?

**[Mark Eyskens]** Vous posez des questions absolument fondamentales. De facto en effet, il y a un directoire, ça c'est clair. Dans beaucoup de matières, c'est même un duopole, deux grands pays, l'Allemagne et la France. Dans d'autres matières, ils sont trois. Je suis évidemment aussi un réaliste et un pragmatique, et je vais vous dire, je préfère un directoire à deux ou à trois à la pagaille totale et l'incohérence. Mais je regrette évidemment qu'il n'y ait pas en Europe une intégration suffisante, un gouvernement européen à caractère fédéral qui rendrait le directoire superflu. Mais à défaut d'une structure suffisamment cohérente au sommet de l'Union bon,

essayons de vivre avec cette espèce de directoire.

Bien entendu, en principe, nous ne sommes pas très chauds pour ce genre d'évolution. Et dès lors, les petits pays, la Belgique mais les autres aussi, on défend les institutions originelles de l'Union, à savoir la Commission, le Parlement, les compétences du Conseil des ministres, qui est quand même plus intergouvernemental, et donc, ce qu'on appelle vraiment les «institutions communautaires» et la méthode Monnet. Ça pour nous c'est quelque chose d'essentiel. Nous voyons dans les structures européennes déjà établies dans le traité de la CECA une protection pour les petits pays.

Quand on est le représentant d'un petit pays autour de la table, comment se faire valoir ? D'abord, quand on s'assied autour de la table, il est déjà en général trop tard pour se faire valoir. Il faut donc préparer les réunions d'avance par des contacts personnels. Il est extrêmement important que le ministre des Affaires étrangères de la Belgique ait d'excellents contacts personnels avec les grands acteurs.

**[Étienne Deschamps]** Plus avec les grands qu'avec les autres petits, qui sont finalement plus nombreux ?

**[Mark Eyskens]** Les deux. Avec les petits pays pour faire front. Il n'est pas inutile de pouvoir dire «Voilà, moi je parle au nom de 5 ou 6 ou 7 petits pays.» Mais bon, il faut avoir langue et prendre langue avec les ministres allemands, anglais, français, c'est évident. L'Espagnol parfois aussi, l'Italien. Et donc, la psychologie est très importante, les bons contacts, le polyglottisme. Si on est unilingue en Europe, on est évidemment un peu handicapé. Et il faut donc bien préparer les dossiers et les réunions. Et puis, pour un petit pays, il est important d'avoir un ministre, tant aux Finances qu'aux Affaires étrangères et dans d'autres départements, qui ait de l'imagination. Il faut donc être créatif. Il faut pouvoir dire autour de la table «Bon voilà, nous avons un problème sérieux. Il y a des dissensions. Je pense à une possible attitude ou une possible solution. » Et puis vous expliquez. Et, en général, alors il faut proposer un compromis. Nous sommes très forts en compromis, parce que la Belgique est un immense compromis. On fait ça au moins depuis 1830. Et donc, on écoute les Belges, en général. Et puis, lors d'une première réunion, on dit «Oui, c'est utile ce que vous venez de dire. C'est intéressant. On en prend acte. Mais, bien entendu, aujourd'hui pas moyen d'appliquer votre formule.» Et puis, souvent, j'ai remarqué, six mois plus tard, le même problème ou un problème comparable arrive sur table. Et puis, il y a un collègue qui dit «Ah mais notre ami belge avait proposé, il y a six mois, cette formule. Il faut peut-être la reprendre.» Et puis, on la reprend et on fait un groupe de travail, et ainsi de mois en mois, de jour en jour, on contribue à une solution et on augmente le prestige de son pays. Et ça explique pourquoi les Belges, en général, au sein de la hiérarchie européenne, occupent des postes très importants, y compris la présidence du Conseil. C'est dû à notre image d'habileté intellectuelle, de flexibilité, de créativité. Ça c'est très important.

**[Étienne Deschamps]** Et dans le cas de certains blocages, des plus petits pays ne peuvent-ils pas (je pense à la Belgique, je pense aux Pays-Bas, je pense au Danemark), des plus petits pays ne peuvent-ils pas un peu servir d'intermédiaires, de « go-between » ?

**[Mark Eyskens]** Pas un petit peu. D'une manière très importante, je dirais. Souvent, on fait alors appel aux petits pays pour débloquer une situation. C'est la raison pour laquelle, par exemple, des Luxembourgeois jouent un très grand rôle au niveau européen dans les fonctions. À la présidence de la Commission, vous avez eu deux présidents : monsieur Thorn, monsieur Santer. À la présidence de l'Eurogroupe, monsieur Jean-Claude Juncker. Les Belges aussi :

monsieur Van Rompuy, qui est président du Conseil européen. Tout cela a son importance parce que, oui, nous sommes moins dogmatiques, nous avons moins d'intérêts nationaux à défendre, et donc on peut essayer de rapprocher les positions. Oui, c'est là que les petits sont importants et utiles.

[**Étienne Deschamps**] Si nous refermons, si je puis dire, le volet, toutes ces choses sont liées, mais refermons le volet des événements politiques, économiques, géopolitiques, qui se déroulent à l'est de l'Europe pour nous recentrer sur la préparation du traité de Maastricht. Vous y avez joué un rôle, là aussi, extrêmement important lors du Conseil européen de Dublin en avril 1990. En réalité, on évoque effectivement lors de ce sommet de Dublin les questions allemandes, mais vous évoquez également les questions, qui n'ont a priori guère de lien avec les premières, liées à la question du siège des institutions avec les Français, avec Roland Dumas et avec François Mitterrand. Quelle était la situation concrète sur le terrain de cette répartition des sièges entre trois capitales, trois villes : Luxembourg, Strasbourg et Bruxelles ? Et quelle était la nature du différend, si je puis dire (le mot est peut-être fort), du différend qui opposait Belges et Français sur cette question ?

[**Mark Eyskens**] Mais ce différend est toujours un peu latent, surtout en ce qui concerne le Parlement. Moi, je n'ai jamais été partisan d'une attitude radicale de la part de la Belgique. Il est vrai que les deux sièges du Parlement, ça coûte beaucoup d'argent, c'est très inefficace, ça gêne les parlementaires. Si on demande aux parlementaires ce qu'ils veulent, l'immense majorité n'a qu'une obsession, c'est de s'installer à Bruxelles avec les commissions, avec les assemblées, etc. D'autre part, moi j'ai quand même beaucoup de compréhension pour les symboles en politique et ici, en l'occurrence, à Strasbourg, ville déjà contestée pendant des siècles entre l'Allemagne et la France, le siège du Parlement européen, le siège partiel du Parlement européen, c'est quand même le symbole de la réconciliation. Enlever cela à la France me paraît maladroit et frustrant. Donc ce n'est pas ça qu'il faut faire.

On a songé à un certain moment de réunir à Strasbourg d'autres genres d'assemblées. Il y a évidemment le Conseil de l'Europe, où j'ai siégé pendant 10 ans. C'est pas mal non plus. Maintenant, on a construit cette immense ziggourat à côté. C'est un immeuble très impressionnant. Bon, les parlementaires s'y font. Moi je crois que c'est peut-être un pis-aller, mais c'est un pis-aller inévitable et nécessaire. Et donc, moi je ne suis pas partisan d'enlever cela à la France. Ça aurait des conséquences psychologiques néfastes sur les Français. Ils ont déjà une tendance parfois souverainiste.

Et dès lors, la vérité, c'est que l'Europe élargie, je ne vais pas dire qu'elle a besoin d'un directoire, mais il y a un directoire. Le directoire idéal pour moi, c'eût été le triangle Paris-Londres-Berlin, mais c'est dans beaucoup de dossiers simplement l'axe Paris-Berlin. Mais si cela permet de faire avancer les choses, moi je ne suis pas contre. Et donc, Strasbourg est un peu l'aiguillage des voies qui relie la France et l'Allemagne. Et de par cette alliance aussi toute l'Europe. Et dès lors, la formule à laquelle on est arrivés me paraît tout à fait acceptable.

Par après, on a eu d'autres problèmes : c'était la localisation de certaines agences de l'Union européenne, où il fallait faire quelque chose pour les pays de l'Est, donner quelque chose. À l'époque, c'était encore la Tchécoslovaquie et l'Autriche. Si je peux faire une incidente ici, Bruxelles a un handicap, un handicap géographique : Bruxelles évidemment, à cause de l'élargissement, se trouve très à l'ouest, donc excentrique. Vienne est plus au centre, surtout si on continue à élargir l'Europe à l'est. Moi, je dis souvent en Belgique «Si d'aucuns continuent à faire la bête dans ce pays, à agiter le drapeau d'une certaine indépendance, l'éclatement du

pays, on risque de perdre Bruxelles comme capitale de l'Europe.» L'alternative étant, au centre de l'Europe, pas Berlin, l'Allemagne est trop importante pour avoir la capitale de l'Europe, mais l'Autriche, Vienne, qui est une ville magnifique avec une grande histoire impériale. Ça, c'est une alternative éventuelle. Mais, pour en revenir à ce que j'ai vécu aussi, les agences qu'il fallait localiser à l'est. À un certain moment autour de la table, on disait «C'est une agence qu'on va situer à Prague.» Certains de mes collègues disant « Ah non, pas en Tchécoslovaquie, c'est un pays en voie de dislocation, c'est trop risqué. On va placer cette agence à Vienne. » C'est un argument que je sors parfois ici en Belgique à ceux qui veulent l'éclatement de notre pays. Il faut penser à tout. Rien n'est définitif en politique.

[**Étienne Deschamps**] Et est-ce que vous avez à l'esprit des exemples précisément d'idées, si je puis dire, belges qui, dans le passé, ont à la fois permis de défendre les intérêts du pays, de faire valoir son image de «go-between», et qui ont mis en exergue vraiment ce savoir-faire dans le mécano institutionnel par rapport à des risques éventuellement de directoire ou de...

[**Mark Eyskens**] Sûrement. Quand, au niveau des ministres, on avait décidé de convoquer la conférence intergouvernementale dont est issu le traité de Maastricht, de retour à Bruxelles, j'avais dit à mes collaborateurs « Il faut peut-être préparer un papier avec quelques idées. » Et, à l'époque, le directeur général de la politique, c'était l'ambassadeur de Schoutheete. Et, avec ses diplomates et les membres de mon cabinet et moi-même, nous avons donc préparé un document que nous avons déposé sur la table du Conseil des ministres. Et, tout au long de la négociation du traité de Maastricht, on a référé à ce qu'ils appelaient « the Belgian paper ». C'était très utile. Et ainsi la Belgique, je crois, a contribué d'une manière tout à fait déterminante à la rédaction du traité de Maastricht.

Dans le traité de Maastricht, il y a une phrase en ce qui concerne la défense où moi-même j'ai, après une longue discussion où il s'avérait qu'entre autres les Britanniques mais également les Français ne voulaient nullement entendre parler d'une Union européenne de la Défense. Ce sont de très mauvais souvenirs de l'échec, à l'époque, de la CED à l'époque, de monsieur Mendès France. Et moi, j'avais proposé un texte finalement, après quand même une intervention, en disant «Voilà, nous allons nous mettre d'accord dans le texte sur la nécessité de pratiquer une politique de défense commune pouvant conduire à terme à une défense commune.» sans parler d'union. Eh bien, à mon vif étonnement, les Anglais ont dit «C'est un compromis faisable. On peut l'accepter.» Et on l'a mis dans le traité.

[**Étienne Deschamps**] Ça, c'est vraiment un apport...

[**Mark Eyskens**] Oui, tout à fait. On peut aider, oui, sûrement.

[**Étienne Deschamps**] Et les autres petits pays font en quelque sorte confiance à la Belgique quand il s'agit de prendre des positions telles que celle-là, un peu comme un porte-parole officieux ?

[**Mark Eyskens**] De mon temps, moi j'ai commencé, à l'époque, j'ai encore vécu l'entrée de la Grèce dans l'Union n'est-ce pas. On était à un certain moment neuf pays, et puis douze. On se connaissait personnellement. Les ministres, souvent, amenaient leur épouse aux réunions et on sortait ensemble, on avait des dîners ensemble. Il y avait une certaine intimité. Et donc, on parlait aussi affaires, mais aussi d'autres choses. Et ça aide quand même. En Belgique, ça aide aussi. C'est ce qui manque aujourd'hui, c'est l'intimité entre les dirigeants politiques.

J'ai toujours remarqué que le Benelux était quelque chose de très utile. Malheureusement, le Benelux est affaibli puisque l'Europe a pris le pas sur les objectifs du Benelux, c'est clair. Parce que l'on a dû constater aussi que les Néerlandais ont plutôt une orientation anglo-saxonne, plus que nous. Mais enfin, le Benelux est toujours un modèle de référence. Au point qu'après la chute du mur de Berlin et l'élargissement de l'Union, les pays de l'Est, enfin d'Europe centrale plutôt, la Tchéquie, la Slovaquie, la Hongrie ont créé le Groupe de Visegrád. Et je me souviens des discussions que j'ai eues avec plusieurs de leurs ministres. Avec entre autres monsieur Horn et d'autres ministres pour faire quelque chose de comparable. Et donc le Benelux reste quelque chose, je crois, de très utile, oui.

[**Étienne Deschamps**] Quid du Benelux dans l'Union européenne d'aujourd'hui et de demain ?

[**Mark Eyskens**] Mais le Benelux fut le laboratoire de l'intégration européenne dès 1944 à Londres et après-guerre. Il est évident que ce qu'on a fait par après, même dans le cadre du plan Schuman fut quelque peu inspiré par le Benelux. Donc nous avons été des pionniers à nous trois. Au début, nous étions six pays fondateurs d'une première intégration européenne, avec la France, l'Allemagne et l'Italie. Mais le Benelux a été un peu le ciment. Ce n'est pas non plus tout à fait un hasard que finalement la capitale de l'Europe s'est établie à Bruxelles. Et donc, au début, la coopération beneluxienne était très intense et très importante. Et les conseils des ministres du Benelux également. J'en ai eu de très nombreux.

Mais, au fil du temps, tout cela s'est un peu effiloché pour des raisons évidentes. La Communauté européenne est devenue une Union, est devenue de plus en plus importante. Beaucoup de compétences ont été intégrées, les traités se succédant. Finalement, l'élargissement, en passant de 12 à 27. Et donc, le Benelux a été marginalisé. C'est un premier constat. Deuxième constat : dans l'union monétaire, évidemment, ce qui importe surtout, c'est la politique monétaire et économique, qui est élaborée au niveau d'un Conseil des ministres très élargi, mais aussi au niveau d'une banque européenne. Tout cela réduit l'impact du Benelux. Et puis, il y a un troisième événement, qui est plutôt belge et même néerlandais : les Pays-Bas ont toujours eu tendance, surtout quand moi j'étais ministre des Affaires étrangères, à avoir beaucoup de compréhension pour l'attitude des Britanniques, et ils avaient d'ailleurs des arguments. Je trouve que sur le continent on est parfois un peu trop renfermé et un peu trop négatifs à l'égard de la Grande-Bretagne mais enfin... Alors que et le Luxembourg et la Belgique étaient plutôt d'une attitude contraire, c'est-à-dire qu'il fallait absolument pousser l'intégration européenne. Et donc bon, il y avait d'abord donc ces dissidences un peu entre les Pays-Bas et les deux autres pays. Et quant à la Belgique, force est de constater que les ministres francophones wallons belges allant à des conseils beneluxiens avaient l'impression que tout cela était trop dominé par les néerlandophones et que les Flamands s'y trouvaient dans un environnement qui était presque le leur. Alors, pour les francophones, c'était un peu plus difficile, c'est psychologique, tout ça joue.

Mais je regrette, il faut absolument réinventer le Benelux. Plus on est nombreux et on va encore élargir l'Europe avec les pays des Balkans. Dans quelques années, on sera probablement entre 33, 34, 35 membres, donc plus on est nombreux, plus il est important d'avoir quelques noyaux. Et le Benelux est un noyau important. Et force est de constater que le Benelux, quand on additionne les statistiques et les chiffres, est encore aujourd'hui la cinquième puissance commerciale de la planète. C'est donc quelque chose de très important. Nous avons les plus grands ports, au moins d'Europe sinon d'une partie du monde. Donc tout cela est essentiel, oui.

[**Étienne Deschamps**] Et pour les autres pays membres de l'Union, que ce soient les pays

membres de longue date ou des pays adhérant plus récemment, de tailles diverses d'ailleurs, est-ce que cette expérience Benelux, ce côté laboratoire du Benelux est quelque chose qui est encore pris en compte ou qui est encore cité en exemple ?

**[Mark Eyskens]** Ah sûrement. Après la chute du mur de Berlin et l'élargissement de l'Union, certains pays de l'Est se sont associés dans une formule qui ressemble au Benelux : le Groupe de Visegrád, avec la Tchéquie, la Slovaquie, la Hongrie, et j'en passe. C'est un peu le modèle du Benelux. Donc là oui, à l'instar du Benelux, on reste un modèle, oui, c'est vrai.

**[Étienne Deschamps]** Est-ce que vous avez le sentiment que les pays du Benelux ont pu servir en quelque sorte de guide, ont pu un peu prendre ces pays par la main en leur expliquant comment se rapprocher, comment mettre en commun des compétences, comment mettre en place des mécanismes ?

**[Mark Eyskens]** Tout à fait. Et ça va même beaucoup plus loin. Je me souviens, quand j'allais au Moyen-Orient, en visitant entre autres Israël où j'ai été souvent parce que j'ai même enseigné à l'université hébraïque de Jérusalem, j'ai rencontré monsieur Shimon Peres, ministre des Affaires étrangères, premier ministre, maintenant président. Monsieur Peres avait une vision, à mon avis, extrêmement constructive, et son idée ce n'était pas une solution avec deux États, mais une solution avec trois États sur le modèle du Benelux, à savoir Israël, une Palestine indépendante, et la Jordanie autour de certains problèmes économiques à gérer ensemble, ne fût-ce que le problème de la pénurie de l'eau potable dans ces pays-là, l'énergie en général. Donc lui m'a demandé comment fonctionne le Benelux.

Et j'ai été à Berlin, une chance inouïe, dix jours après la chute, reçu par le président, à l'époque, Egon Krenz, qui venait de succéder à monsieur Honecker. Et lui ne pensait nullement à une réunification des deux Allemagnes, mais à une formule du Benelux, un comité ministériel commun, une assemblée parlementaire commune, qui se serait réunie deux fois par an. Il me demandait comment fonctionne le Benelux. Donc le Benelux reste un modèle important, encore aujourd'hui.

## 12. Bilan de la construction européenne

**[Étienne Deschamps]** Monsieur Eyskens, vous vous intéressez depuis 40 ans, peut-être même plus, aux questions internationales, aux questions européennes. Si vous deviez, aujourd'hui, en 2010, au printemps 2010, tirer un bilan général sur les évolutions d'une façon générale de l'Union européenne, mais aussi de la place qu'occupait, qu'occupe, et qu'occupera la Belgique au sein de cette Union de plus en plus grande (et dont les compétences sont de plus en plus importantes), quel serait-il, ce bilan ?

**[Mark Eyskens]** J'allais dire, le bilan, il est extrêmement positif. Il est même flatté. Nous avons eu, de par leur passé, aussi de par leurs qualités personnelles, et par leur belgitude, leur sens du compromis, de grands ministres des Affaires étrangères, dont le plus grand est peut-être monsieur Spaak, en termes historiques, et c'est lui qui est quand même le grand responsable de ce que Bruxelles soit devenue la capitale de l'Europe. Ça a pendu à un fil. À un certain moment, on a même eu l'idée de concentrer les institutions européennes à Liège, autour de la sidérurgie à l'époque où c'était la CECA au Luxembourg. Non, c'est Spaak qui est parvenu à amener les institutions européennes à Bruxelles. Je sais bien, il y a encore une ambiguïté quant au

Parlement européen, mais finalement il y a beaucoup de réunions parlementaires qui se tiennent quand même à Bruxelles, et donc Bruxelles est devenue plus importante que la Belgique. Il y a beaucoup de Belges qui refusent de voir cette évidence. Bruxelles, avec son rayonnement socio-économique qui représente plus de 20 % de notre produit national brut. Et bon, moi je dis c'est même un peu flatté compte tenu de l'importance moyenne de notre pays en termes économiques et technologiques. Mais toute la Belgique en profite.

En outre, le bilan est évidemment totalement inattendu si on le projette sur le grand écran de l'histoire européenne, à savoir que nous avons enfin, après à peu près 20 siècles de luttes mortelles, la Pax Europaea. Qui l'eût cru n'est-ce pas ? La réconciliation entre l'Allemagne et la France, la quasi-impossibilité d'encore avoir une guerre **entre pays européens**. On a eu quelques problèmes extrêmement tristes dans les Balkans, mais enfin c'était en dehors du périmètre de l'Europe à ce moment-là. Et donc ça c'est pour les jeunes. Les jeunes ne parviennent pas à se réaliser la césure de l'histoire européenne : un continent de paix d'une part.

D'autre part un continent qui ne domine plus le monde, même dans la perception. L'Europe a dominé le monde à partir de la première révolution industrielle. Là, il faut refaire l'histoire et étudier comment cela s'est fait. Mais donc, à partir même du début sûrement du 19<sup>e</sup>, l'Europe a été dominante avec cette expansion coloniale gigantesque. Puis, l'histoire a été partagée entre l'Europe et l'Amérique au cours du 20<sup>e</sup>. C'était une cogérance. Mais aujourd'hui, l'Europe devient un peu une espèce de péninsule accrochée au continent eurasiatique avec d'autres acteurs. Ça ne doit pas diminuer notre valeur, notre fierté, notre responsabilité, notre désir d'impacter l'histoire et de rendre service.

Je reste extrêmement attaché aux valeurs européennes. C'est un sujet à part d'en parler, mais je crois qu'on peut les résumer en quatre piliers sur lesquels s'est construite cette civilisation européenne, finalement assez récemment, depuis un siècle. C'est-à-dire la démocratie pluraliste, qui est une mécanique extrêmement délicate, le pluralisme, parce qu'il y a beaucoup de démocraties formelles dans le monde. Il ne suffit pas d'organiser des élections ou d'élire un président au suffrage universel pour avoir une démocratie. Donc la démocratie pluraliste. L'économie de marché socialement corrigée, et une économie de marché qui a aussi un aspect éthique. La crise économique récente en prouve l'importance. Puis l'État de droit, «the rule of law» comme disent les Anglais, l'indépendance totale de la justice. C'est un acquis tout à fait essentiel. Et, finalement, notre système de sécurité sociale. Et, avec une grande satisfaction, je constate que le président américain, monsieur Obama, a quand même décidé et obtenu de son Congrès une réforme des soins de santé dans un sens très européen. Et donc ce modèle européen, ces valeurs qui sont impliquées dans ces quatre piliers, ça, pour moi, c'est quelque chose d'assez unique, qu'il faut maintenir.

Je ne crois pas non plus que c'est l'Amérique qui continuera à influencer le monde. C'est le monde qui va influencer l'Amérique et qui va et qui doit influencer la Chine et l'Inde et les grands acteurs. C'est le monde mondialisé, ce qui n'est pas une tautologie. C'est le monde globalisé qui va influencer tous les grands acteurs, y compris, bien entendu, les petits acteurs. Et les frontières vont s'estomper. Il faut œuvrer à un monde de valeurs partagées.

Et donc, oui, l'Europe devient aussi un peu virtuelle. Elle est partout. On la constate partout. Moi j'aime beaucoup voyager. Je rencontre partout l'Europe. Quand vous allez à Saint-Petersbourg, c'est l'Europe. Quand vous allez à San Francisco, c'est aussi l'Europe. C'est une forme d'Europe, même à New York. Dans les musées, les plus grands connaisseurs de certains aspects de notre culture européenne sont souvent des Américains. Et donc le monde

universitaire aussi, c'est un monde qui s'intègre mondialement. Et là, l'Europe joue un très grand rôle. Et bon, on peut être fiers de ce qu'on a fait, mais il faut songer à l'avenir. Et donc il faut réfléchir à la construction permanente d'un nouveau monde, qu'il faut constamment réinventer.

Et le grand défi, à mon avis, c'est que le déferlement de changements tous azimuts avec le meilleur, avec l'imparfait qu'il faut améliorer, et parfois aussi avec le pire, qu'au fond tous ces changements, il faut les transformer en véritable progrès humain. Et je crois que l'Europe a une certaine conception du progrès humain et que nous avons là un message important. Sans verser dans l'impérialisme éthique, donc dans un cadre de tolérance. Mais nous pouvons quand même avoir la fierté de nos propres convictions. Et il faut transformer tous ces changements en véritable progrès humain, ce qui, au fond, est un défi éthique. Faire la distinction entre le bien et le mal : qu'est-ce qui est bien, qu'est-ce qui est mauvais pour les générations futures. Et c'est là, je crois, que l'Europe peut continuer à jouer un rôle tout à fait essentiel.

[**Étienne Deschamps**] Bien, monsieur Eyskens, je vous remercie à nouveau infiniment de votre disponibilité et de tout ce partage de vos souvenirs, de votre expérience, mais aussi de votre vision réaliste, optimiste et prospective de la situation en Europe. Et vraiment, je vous remercie encore de votre accueil, de votre disponibilité, et je ne doute pas que votre témoignage sera apprécié à sa juste valeur pour longtemps encore.

[**Mark Eyskens**] C'est moi qui vous remercie. Vous m'avez fait un très très grand plaisir. Et vous l'avez fait dans un esprit de grande ouverture avec des questions extrêmement pertinentes. Je vous en remercie infiniment, monsieur Deschamps.

[**Étienne Deschamps**] Merci monsieur Eyskens.